

Résumé de l'expertise n° 37049TRILLARD






Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.



Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse :**61 Rue des sarcelles**
L'AIGUILLON SUR MER
Commune :**85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**

| | Prestations | Conclusion |
|---|-------------------------------|--|
|  | DPE | <div> <div>302</div> <div>9</div> <div>E</div> </div> <div> kWh/m²/an kg CO₂/m²/an </div> <p>Estimation des coûts annuels : entre 1 490 € et 2 070 € par an Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 Numéro enregistrement DPE (ADEME) : 2485E3191630K</p> |
|  | Amiante | Dans le cadre de la mission, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante. |
|  | Etat Terme/Parasitaire | Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites. |
|  | Électricité | L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt). |
|  | Assainissement | Non conforme |

• NOS PRESTATIONS

Diagnostics immobiliers

DPE, Amiante, Termites, Plomb, Electricité, Gaz, Mesurage, Assainissement...



Pack RT 2012

Test d'étanchéité, DPE Neuf, Attestation de fin de chantier



Etats des Lieux

Entrant et Sortant, visite conseil...



Passage Caméra

Inspection de canalisation par caméra, Détection par localisateur...



• UN VERITABLE SERVICE

- Ouvert du **Lundi au Vendredi** de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h00
 - **Rapports sous 24h**
 - Rapports transmis par courrier et par mail
 - Nous traitons **vos urgences**
 - **Devis Gratuit** sur simple demande
- Service après-vente** (Commentaires, Explications...)



La Protection :

La protection de la santé humaine est une priorité absolue !

L'Impartialité :

Vous avez à votre disposition des techniciens certifiés, assurés et totalement indépendants et impartiaux.

La Réactivité :

Intervention sous 4 jours et envoi des rapports en moins de 24h00. Elle constitue notre force !

Le Goût du résultat :

Exceller dans notre domaine est notre but. Toutes nos actions sont menées conjointement aux réglementations en cours afin d'arriver à des résultats satisfaisants et concrets.

Enjeux & Solutions :

Nous assurons un suivi technique à la suite de nos interventions.





Attestation sur l'honneur

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n°37049TRILLARD relatif à l'immeuble bâti visité situé au : **61 Rue des sarcelles**
L'AIGUILLON SUR MER - 85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE.

Je soussigné, **ROCHETEAU Baptiste**, technicien diagnostiqueur pour la société **AFDIA** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

| Prestations | Nom du diagnostiqueur | Entreprise de certification | N° Certification | Echéance certif |
|--------------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------|--|
| Audit Energetique | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | AE-CPDI3378 | 04/12/2024 (Date d'obtention : 05/01/2023) |
| Electricité | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 06/07/2029 (Date d'obtention : 07/07/2022) |
| Plomb | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 14/07/2029 (Date d'obtention : 15/07/2022) |
| DPE | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 15/03/2027 (Date d'obtention : 16/03/2020) |
| Amiante | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 19/10/2027 (Date d'obtention : 20/10/2022) |
| Termites | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |
| Gaz | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |

- Avoir souscrit à une assurance (**AXA n° 10257404804 valable jusqu'au 01/08/2025**) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**, le **09/09/2024**

| | |
|---|---|
| Signature de l'opérateur de diagnostics : | |
|  | SAS AFDIA Baptiste ROCHETEAU Responsable Technique  |

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES

Assurance et Banque



ATTESTATION

SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

AGENT

EI JAQUET GREGOIRE

CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE

AV ATLANT VIE

BELLEVILLE SUR VIE

85170 BELLEVIGNY

Tél : 0251410303

Email : agence.jaquetgregoire@axa.fr

Portefeuille : 0085169144

Vos références :

Contrat n° 10257404804

Client n° 3779434304

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 10257404804** ayant pris effet le **03/11/2022** et garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

A titre principal :

1. Diagnostics réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :

- ▮ Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique;
- ▮ L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- ▮ L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (ESRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
- ▮ Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

A titre accessoire :

2. Autres Diagnostics

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

1D03160021122

- └ Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante (Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique) ;
- └ Mesurage loi Carrez et Loi Boutin (Art.46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967. Art. 78 de la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009) ;
- └ Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
- └ L'état des installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
- └ Etat des lieux locatifs
- └ Perméabilité à l'air de l'enveloppe NF EN ISO 9972.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RT2012 et réalisation de l'attestation de conformité.

- └ Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'Habitabilité, PTZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
- └ Dossier Technique Global (DTG)
- └ Réalisation d'audit énergétique.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RE2020 et réalisation de l'attestation de conformité.
- └ Contrôle VMC RE 2020 et édition d'un rapport sans préconisation.

3. Autres Activités :

└ DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE "PERMEABILITE A L'AIR" LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

└ **MESURES AERAULIQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

└ délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/08/2024** au **01/08/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 30/07/2024

Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

| NATURE DES GARANTIES | LIMITES DES GARANTIES | FRANCHISES par sinistre |
|---|--|---|
| Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après) | 9.000.000 € par année d'assurance | |
| Dont : | | |
| • Dommages corporels | 9.000.000 € par année d'assurance | NEANT |
| • Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus | 1.200.000 € par année d'assurance | 380 € |
| • Dommages immatériels non consécutifs | 150.000 € par année d'assurance | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| • Dommages aux biens confiés | 150.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Autres garanties : | | |
| Faute inexcusable (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales) | 2.000.000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre | 380 € |
| Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance | 500.000 € par année d'assurance dont 300.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) : | | |
| Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont : Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale | 1.000.000 € par année d'assurance 100.000 € par année d'assurance | 400 € 400 € |
| Défense (Article 4 des conditions générales) | Inclus dans la garantie mise en jeu | Selon la franchise de la garantie mise en jeu |
| Recours (Article 4 des conditions générales) | 20.000 € par litige | Seuil d'intervention : 380 € |

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI3378 Version 012

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur ROCHETEAU Baptiste

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

| | |
|-----------------------------|---|
| Amiante avec mention | Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| Amiante sans mention | Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| DPE tous types de bâtiments | Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| DPE individuel | Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| Electricité | Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 07/07/2022 - Date d'expiration : 06/07/2029 |
| Gaz | Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |
| Plomb | Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 15/07/2022 - Date d'expiration : 14/07/2029 |
| Termites | Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |

En foi de quoi ce certificat est délivré pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/09/2024.

Etienne Lamy

(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification
(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 26 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K
35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev19

DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

N°ADEME : [2485E3191630K](#)
Etabli le : 13/09/2024
Valable jusqu'au : 12/09/2034

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : <https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe>

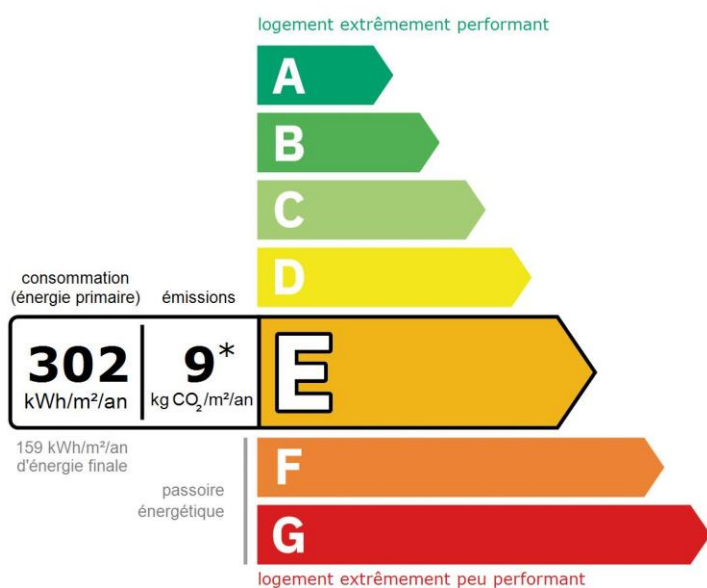


Adresse : **61 Rue des sarcelles L'AIGUILLON SUR MER**
85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE
Etage : 0 ;

Type de bien : Maison Individuelle
Année de construction : 1976
Surface de référence : **69,61 m²**

Propriétaire : M./Mme TRILLARD Frédéric
Adresse : 1 La Gaulerie 37160 Neuilly-le-Brignon

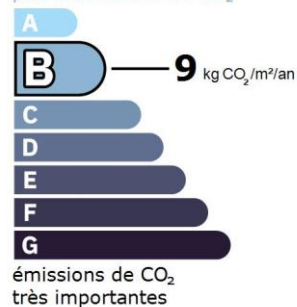
Performance énergétique et climatique



Le niveau de consommation énergétique dépend de l'isolation du logement et de la performance des équipements.
Pour l'améliorer, voir pages 4 à 6

* Dont émissions de gaz à effet de serre

peu d'émissions de CO₂



Ce logement émet 680 kg de CO₂ par an, soit l'équivalent de 3 524 km parcourus en voiture.

Le niveau d'émissions dépend principalement des types d'énergies utilisées (bois, électricité, gaz, fioul, etc.)

Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.



entre **1 490 €** et **2 080 €** par an

Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 (abonnements compris)

Comment réduire ma facture d'énergie ? Voir p. 3

Informations diagnostiqueur

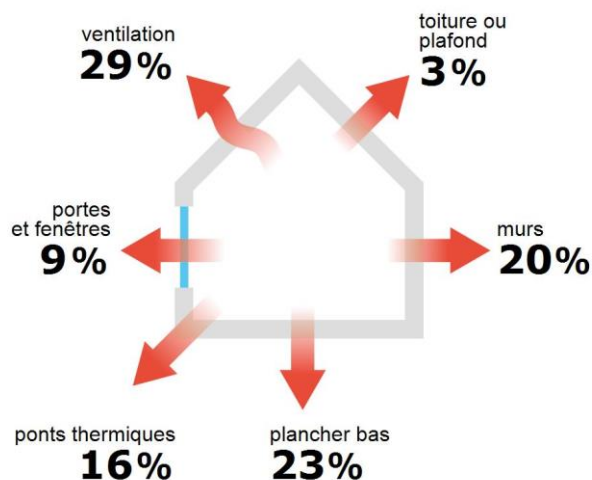
AFDIA
1, ZA de Bourgneuf
85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE
tel : 02.51.46.58.19

Diagnosticteur : ROCHETEAU Baptiste
Email : contact@afdia.com
N° de certification : CPDI3378
Organisme de certification : I.Cert



À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE : Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page « Contacts » de l'Observatoire DPE (<https://observatoire-dpe.ademe.fr/>).

Schéma des déperditions de chaleur



Performance de l'isolation

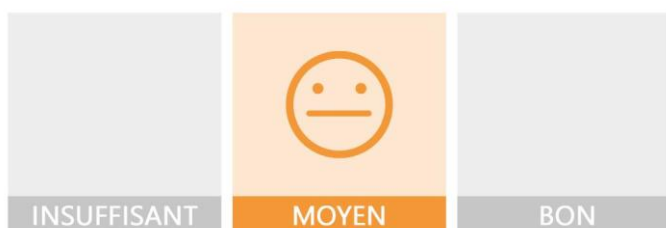


Système de ventilation en place



VMC SF Auto réglable après 2012

Confort d'été (hors climatisation)*



Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :



logement traversant



fenêtres équipées de volets extérieurs



toiture isolée

Production d'énergies renouvelables

équipement(s) présent(s) dans ce logement :



chauffage au bois



D'autres solutions d'énergies renouvelables existent :



pompe à chaleur



chauffe-eau thermodynamique



panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques

















géothermie



réseau de chaleur ou de froid vertueux

*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

Montants et consommations annuels d'énergie

| Usage | | Consommation d'énergie (en kWh énergie primaire) | Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*) | Répartition des dépenses |
|---|--|---|---|---|
|  chauffage |  Electrique | 12 809 (5 569 é.f.) | entre 1 000 € et 1 370 € |  66 % 8 % |
| |  Bois | 3 412 (3 412 é.f.) | entre 120 € et 170 € | |
|  eau chaude |  Electrique | 3 856 (1 677 é.f.) | entre 300 € et 420 € |  20 % |
|  refroidissement | | | | 0 % |
|  éclairage |  Electrique | 309 (134 é.f.) | entre 20 € et 40 € |  2 % |
|  auxiliaires |  Electrique | 705 (307 é.f.) | entre 50 € et 80 € |  4 % |
| énergie totale pour les usages recensés : | | 21 091 kWh (11 098 kWh é.f.) | entre 1 490 € et 2 080 € par an | |

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim), et une consommation d'eau chaude de 98ℓ par jour.

é.f. → énergie finale

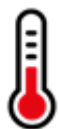
Prix moyens des énergies indexés sur les années 2021, 2022, 2023 (abonnements compris)

▲ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

▲ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements....

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C, c'est -21% sur votre facture **soit -345€ par an**

Astuces

- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17° la nuit.



Si climatisation, température recommandée en été → 28°C

Astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.



Consommation recommandée → 98ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (1-2 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40ℓ

40ℓ consommés en moins par jour, c'est -23% sur votre facture **soit -107€ par an**

Astuces





- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche.
- Réduisez la durée des douches.








En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie : france-renov.gouv.fr

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

Vue d'ensemble du logement






| | description | isolation |
|---|---|---------------------|
|  Murs | Mur en blocs de béton creux d'épaisseur ≤ 20 cm avec un doublage rapporté avec isolation intérieure (6 cm) donnant sur l'extérieur Mur en blocs de béton creux d'épaisseur ≤ 20 cm avec un doublage rapporté avec isolation intérieure (6+4 cm) donnant sur l'extérieur Cloison de plâtre avec isolation extérieure (2 cm) donnant sur une cage d'escalier | moyenne |
|  Plancher bas | Plancher lourd type entrevous béton, poutrelles béton donnant sur un garage avec isolation intrinsèque ou en sous-face (3 cm) | insuffisante |
|  Toiture/plafond | Plafond sous solives bois donnant sur un comble faiblement ventilé avec isolation intérieure (36 cm) | très bonne |
|  Portes et fenêtres | Fenêtres fixes bois/métal, double vitrage avec lame d'air 20 mm et volets battants bois / Fenêtres battantes pvc, double vitrage avec lame d'air 20 mm et persienne coulissante pvc / Fenêtres battantes pvc, double vitrage avec lame d'air 20 mm et volets battants bois / Portes-fenêtres battantes avec soubassement pvc, double vitrage avec lame d'air 20 mm et persienne coulissante pvc / Portes-fenêtres coulissantes bois/métal, double vitrage avec lame d'air 18 mm et persienne coulissante pvc / Fenêtres battantes pvc, double vitrage avec lame d'air 18 mm et volets battants pvc / Porte(s) Bois/Métal opaque pleine isolée / Porte(s) bois opaque pleine | très bonne |

Vue d'ensemble des équipements

| | description |
|---|---|
|  Chauffage | Radiateur électrique NFC, NF** et NF*** avec en appoint un poêle à bois (bûche) installé à partir de 2018 avec label flamme verte avec programmateur pièce par pièce (système individuel) |
|  Eau chaude sanitaire | Ballon électrique à accumulation vertical (catégorie C ou 3 étoiles), contenance ballon 150 L |
|  Climatisation | Néant |
|  Ventilation | VMC SF Auto réglable après 2012 |
|  Pilotage | Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température |

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

| | type d'entretien |
|--|--|
|  Chauffe-eau | Vérifier la température d'eau du ballon (55°C-60°C) pour éviter le risque de développement de la légionnelle (en dessous de 50°C). |
|  Eclairage | Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce. |
|  Isolation | Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans. |
|  Radiateur | Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur. |
|  Ventilation | Nettoyage et réglage de l'installation tous les 3 ans par un professionnel. Nettoyer régulièrement les bouches. Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement |

Recommandations d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack ① de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack ② d'aller vers un logement très performant.






Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux ① + ② ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack ① avant le pack ②). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

1

Les travaux essentiels


Montant estimé : 12200 à 18300€

| Lot | Description | Performance recommandée |
|--|--|-------------------------|
|  Ventilation | Installer une VMC hygroréglable type B et reprise de l'étanchéité à l'air de l'enveloppe | |
|  Eau chaude sanitaire | Remplacer le système actuel par un appareil de type pompe à chaleur. | COP = 3 |
|  Plancher | Isolation des planchers en sous face. | R > 3,5 m².K/W |

2

Les travaux à envisager

Montant estimé : 5300 à 7900€

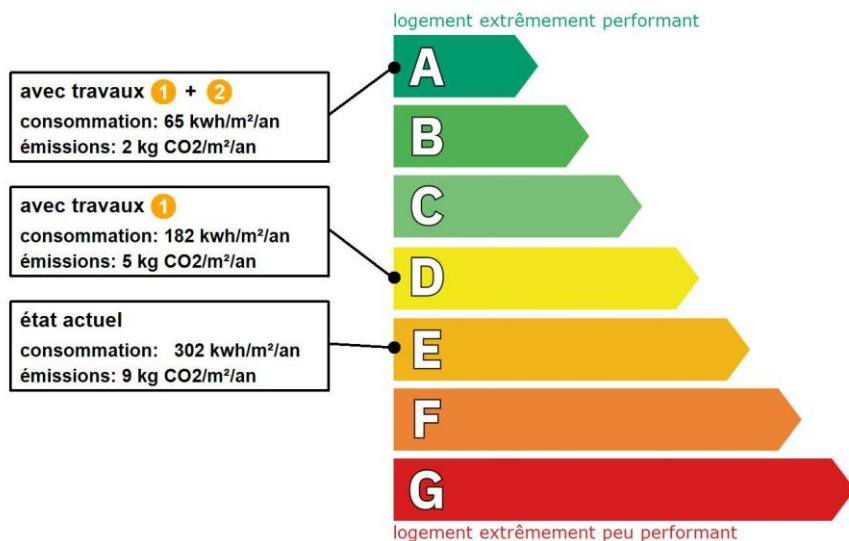
| Lot | Description | Performance recommandée |
|---|--|-------------------------|
|  Chauffage | Remplacer le système de chauffage par une pompe à chaleur air/air non réversible (la climatisation n'est pas considérée, en cas de mise en place votre étiquette énergie augmentera sensiblement). | SCOP = 4 |

Commentaires :

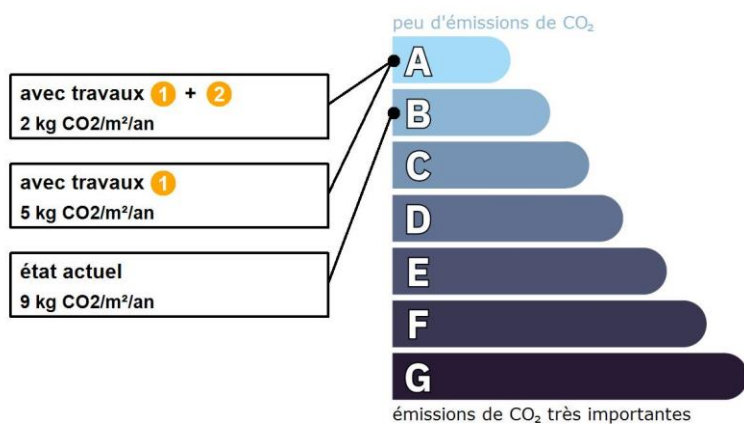
Néant

Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Dont émissions de gaz à effet de serre



Préparez votre projet !

Contactez le conseiller France Rénov' le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :

<https://france-renov.gouv.fr/espaces-conseil-fr>

ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

<https://france-renov.gouv.fr/aides>



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des «passoires énergétiques» d'ici 2028.

Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :
I.Cert - Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)

Référence du logiciel validé : **LICIEL Diagnostics v4 [Moteur TribuEnergie: 1.4.25.1]**
Référence du DPE : **37049TRILLARD**
Date de visite du bien : **09/09/2024**
Invariant fiscal du logement : **N/A**
Référence de la parcelle cadastrale : **Section cadastrale AI n° 226, Parcelle(s) n° : NC**
Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : **3CL-DPE 2021**
Numéro d'immatriculation de la copropriété : **N/A**








Justificatifs fournis pour établir le DPE :
Rapport mentionnant la composition des parois

La **surface de référence** d'un logement est la surface habitable du logement au sens de l'article R. 156-1 du code de la construction et de l'habitation, à laquelle sont ajoutées les surfaces des vérandas chauffées ainsi que les surfaces des locaux chauffés pour l'usage principal d'occupation humaine, d'une hauteur sous plafond d'au moins 1,80 mètres.













Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :














































Les consommations de ce DPE sont calculées pour des conditions d'usage fixées (on considère que les occupants les utilisent suivant des conditions standard), et pour des conditions climatiques moyennes du lieu. Il peut donc apparaître des divergences importantes entre les factures d'énergie que vous payez et la consommation conventionnelle pour plusieurs raisons : suivant la rigueur de l'hiver ou le comportement réellement constaté des occupants, qui peuvent s'écarter fortement de celui choisi dans les conditions standard et également les frais d'énergie qui font intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. Ce DPE utilise des valeurs qui reflètent les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national et donc peut s'écarter du prix de votre abonnement. De plus, ce DPE a été réalisé selon une modélisation 3CL (définie par arrêté) qui est sujette à des modifications dans le temps qui peuvent également faire évoluer les résultats.



















































Généralités



















































| Donnée d'entrée | Origine de la donnée | Valeur renseignée |
|----------------------------------|--|---------------------|
| Département |  Observé / mesuré | 85 Vendée |
| Altitude |  Donnée en ligne | 3 m |
| Type de bien |  Observé / mesuré | Maison Individuelle |
| Année de construction |  Estimé | 1976 |
| Surface de référence du logement |  Observé / mesuré | 69,61 m² |
| Nombre de niveaux du logement |  Observé / mesuré | 1 |
| Hauteur moyenne sous plafond |  Observé / mesuré | 2,35 m |









































Enveloppe

| Donnée d'entrée | Origine de la donnée | Valeur renseignée |
|-----------------|-----------------------------------|---|
| Mur Extérieur 1 | Surface du mur |  Observé / mesuré 74,43 m² |
| | Type de local adjacent |  Observé / mesuré l'extérieur |
| | Matériau mur |  Observé / mesuré Mur en blocs de béton creux |
| | Epaisseur mur |  Observé / mesuré ≤ 20 cm |
| | Isolation |  Observé / mesuré oui |
| | Epaisseur isolant |  Observé / mesuré 6 cm |
| | Doublage rapporté avec lame d'air |  Observé / mesuré plus de 15mm, bois, plâtre ou brique |
| Mur Extérieur 2 | Surface du mur |  Observé / mesuré 4,59 m² |
| | Type de local adjacent |  Observé / mesuré l'extérieur |
| | Matériau mur |  Observé / mesuré Mur en blocs de béton creux |
| | Epaisseur mur |  Observé / mesuré ≤ 20 cm |
| | Isolation |  Observé / mesuré oui |

| | | | | |
|-------------------------|-----------------------------------|---|------------------|---|
| Mur sur Cage d'esaclier | Epaisseur isolant |  | Observé / mesuré | 10 cm |
| | Doublage rapporté avec lame d'air |  | Observé / mesuré | plus de 15mm, bois, plâtre ou brique |
| | Surface du mur |  | Observé / mesuré | 14,01 m² |
| | Type de local adjacent |  | Observé / mesuré | un garage |
| | Surface Aiu |  | Observé / mesuré | 15,41 m² |
| | Etat isolation des parois Aiu |  | Observé / mesuré | isolé |
| | Surface Aue |  | Observé / mesuré | 1,83 m² |
| | Etat isolation des parois Aue |  | Observé / mesuré | isolé |
| | Matériau mur |  | Observé / mesuré | Cloison de plâtre |
| | Isolation |  | Observé / mesuré | oui |
| | Epaisseur isolant |  | Observé / mesuré | 2 cm |
| | Surface de plancher bas |  | Observé / mesuré | 70,28 m² |
| Plancher | Type de local adjacent |  | Observé / mesuré | un garage |
| | Surface Aiu |  | Observé / mesuré | 70,28 m² |
| | Etat isolation des parois Aiu |  | Observé / mesuré | isolé |
| | Surface Aue |  | Observé / mesuré | 157,69 m² |
| | Etat isolation des parois Aue |  | Observé / mesuré | non isolé |
| | Type de pb |  | Observé / mesuré | Plancher lourd type entrevous terre-cuite, poutrelles béton |
| | Isolation: oui / non / inconnue |  | Observé / mesuré | oui |
| | Epaisseur isolant |  | Observé / mesuré | 3 cm |
| Plafond | Surface de plancher haut |  | Observé / mesuré | 70,28 m² |
| | Type de local adjacent |  | Observé / mesuré | un comble faiblement ventilé |
| | Surface Aiu |  | Observé / mesuré | 70,28 m² |
| | Surface Aue |  | Observé / mesuré | 87,85 m² |
| | Etat isolation des parois Aue |  | Observé / mesuré | non isolé |
| | Type de ph |  | Observé / mesuré | Plafond sous solives bois |
| | Isolation |  | Observé / mesuré | oui |
| | Epaisseur isolant |  | Observé / mesuré | 36 cm |
| Fenêtre 1 Nord | Surface de baies |  | Observé / mesuré | 0,95 m² |
| | Placement |  | Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 |
| | Orientation des baies |  | Observé / mesuré | Nord |
| | Inclinaison vitrage |  | Observé / mesuré | vertical |
| | Uw (saisie directe) |  | Document fourni | 1,3 |
| | Sw (saisie directe) |  | Document fourni | 0,44 |
| | Type ouverture |  | Observé / mesuré | Fenêtres fixes |
| | Type menuiserie |  | Observé / mesuré | Bois/métal |
| | Type de vitrage |  | Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air |  | Observé / mesuré | 20 mm |
| | Présence couche peu émissive |  | Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage |  | Observé / mesuré | Air |
| | Positionnement de la menuiserie |  | Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie |  | Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets |  | Observé / mesuré | Volets battants bois (tablier < 22mm) |
| | Type de masques proches |  | Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains |  | Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| Fenêtre 2 Nord | Surface de baies |  | Observé / mesuré | 0,3 m² |
| | Placement |  | Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 |
| | Orientation des baies |  | Observé / mesuré | Nord |
| | Inclinaison vitrage |  | Observé / mesuré | vertical |
| | Uw (saisie directe) | | Document fourni | 1,3 |
| | Sw (saisie directe) | | Document fourni | 0,36 |

| | | | |
|----------------|---------------------------------|--|--|
| Fenêtre 3 Sud | Type ouverture |  Observé / mesuré | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie |  Observé / mesuré | PVC |
| | Type de vitrage |  Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air |  Observé / mesuré | 20 mm |
| | Présence couche peu émissive |  Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage |  Observé / mesuré | Air |
| | Positionnement de la menuiserie |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets |  Observé / mesuré | Persienne coulissante PVC (tablier < 22mm) |
| | Type de masques proches |  Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains |  Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| | Surface de baies |  Observé / mesuré | 1,63 m² |
| | Placement |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 |
| | Orientation des baies |  Observé / mesuré | Sud |
| | Inclinaison vitrage |  Observé / mesuré | vertical |
| | Uw (saisie directe) |  Document fourni | 1,3 |
| | Sw (saisie directe) |  Document fourni | 0,36 |
| | Type ouverture |  Observé / mesuré | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie |  Observé / mesuré | PVC |
| | Type de vitrage |  Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air |  Observé / mesuré | 20 mm |
| | Présence couche peu émissive |  Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage |  Observé / mesuré | Air |
| | Positionnement de la menuiserie |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets |  Observé / mesuré | Volets battants bois (tablier < 22mm) |
| | Type de masques proches |  Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains |  Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| Fenêtre 4 Nord | Surface de baies |  Observé / mesuré | 1,63 m² |
| | Placement |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 2 |
| | Orientation des baies |  Observé / mesuré | Nord |
| | Inclinaison vitrage |  Observé / mesuré | vertical |
| | Uw (saisie directe) |  Document fourni | 1,3 |
| | Sw (saisie directe) |  Document fourni | 0,36 |
| | Type ouverture |  Observé / mesuré | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie |  Observé / mesuré | PVC |
| | Type de vitrage |  Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air |  Observé / mesuré | 18 mm |
| | Présence couche peu émissive |  Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage |  Observé / mesuré | Air |
| | Positionnement de la menuiserie |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets |  Observé / mesuré | Volets battants PVC (tablier < 22mm) |
| | Type de masques proches |  Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains |  Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| | Surface de baies |  Observé / mesuré | 1,63 m² |
| | Placement |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 |
| | Orientation des baies |  Observé / mesuré | Sud |
| | Inclinaison vitrage |  Observé / mesuré | vertical |
| | Uw (saisie directe) |  Document fourni | 1,3 |

| | | | |
|-----------------------|---------------------------------|--|---|
| | Sw (saisie directe) |  Document fourni | 0,36 |
| | Type ouverture |  Observé / mesuré | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie |  Observé / mesuré | PVC |
| | Type de vitrage |  Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air |  Observé / mesuré | 20 mm |
| | Présence couche peu émissive |  Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage |  Observé / mesuré | Air |
| | Positionnement de la menuiserie |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets |  Observé / mesuré | Volets battants bois (tablier < 22mm) |
| | Type de masques proches |  Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains |  Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| Fenêtre 6 Nord | Surface de baies |  Observé / mesuré | 1,63 m² |
| | Placement |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 |
| | Orientation des baies |  Observé / mesuré | Nord |
| | Inclinaison vitrage |  Observé / mesuré | vertical |
| | Uw (saisie directe) |  Document fourni | 1,3 |
| | Sw (saisie directe) |  Document fourni | 0,36 |
| | Type ouverture |  Observé / mesuré | Fenêtres battantes |
| | Type menuiserie |  Observé / mesuré | PVC |
| | Type de vitrage |  Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air |  Observé / mesuré | 20 mm |
| | Présence couche peu émissive |  Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage |  Observé / mesuré | Air |
| | Positionnement de la menuiserie |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets |  Observé / mesuré | Volets battants bois (tablier < 22mm) |
| Porte-fenêtre 1 Ouest | Type de masques proches |  Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains |  Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| | Surface de baies |  Observé / mesuré | 2,8 m² |
| | Placement |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 |
| | Orientation des baies |  Observé / mesuré | Ouest |
| | Inclinaison vitrage |  Observé / mesuré | vertical |
| | Uw (saisie directe) |  Document fourni | 1,3 |
| | Sw (saisie directe) |  Document fourni | 0,36 |
| | Type ouverture |  Observé / mesuré | Portes-fenêtres battantes avec soubassement |
| | Type menuiserie |  Observé / mesuré | PVC |
| | Type de vitrage |  Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air |  Observé / mesuré | 20 mm |
| | Présence couche peu émissive |  Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage |  Observé / mesuré | Air |
| | Positionnement de la menuiserie |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| Porte-fenêtre 2 Sud | Largeur du dormant menuiserie |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets |  Observé / mesuré | Persienne coulissante PVC (tablier < 22mm) |
| | Type de masques proches |  Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains |  Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| | Surface de baies |  Observé / mesuré | 2,9 m² |
| | Placement |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 |
| | Orientation des baies |  Observé / mesuré | Sud |
| | Inclinaison vitrage |  Observé / mesuré | vertical |

| | | | |
|------------------|----------------------------------|--|--|
| | Uw (saisie directe) |  Document fourni | 1,4 |
| | Sw (saisie directe) |  Document fourni | 0,44 |
| | Type ouverture |  Observé / mesuré | Portes-fenêtres coulissantes |
| | Type menuiserie |  Observé / mesuré | Bois/métal |
| | Type de vitrage |  Observé / mesuré | double vitrage |
| | Epaisseur lame air |  Observé / mesuré | 18 mm |
| | Présence couche peu émissive |  Observé / mesuré | non |
| | Gaz de remplissage |  Observé / mesuré | Air |
| | Positionnement de la menuiserie |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Type volets |  Observé / mesuré | Persienne coulissante PVC (tablier < 22mm) |
| | Type de masques proches |  Observé / mesuré | Absence de masque proche |
| | Type de masques lointains |  Observé / mesuré | Absence de masque lointain |
| Porte 1 | Surface de porte |  Observé / mesuré | 1,5 m² |
| | Placement |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 |
| | Type de local adjacent |  Observé / mesuré | l'extérieur |
| | Nature de la menuiserie |  Observé / mesuré | Toute menuiserie |
| | Type de porte |  Observé / mesuré | Porte opaque pleine isolée |
| | Uporte (saisie directe) |  Document fourni | 1,3 W/m².K |
| | Positionnement de la menuiserie |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| Porte 2 | Surface de porte |  Observé / mesuré | 1,4 m² |
| | Placement |  Observé / mesuré | Mur sur Cage d'escalier |
| | Type de local adjacent |  Observé / mesuré | un garage |
| | Surface Aiu |  Observé / mesuré | 15,41 m² |
| | Etat isolation des parois Aiu |  Observé / mesuré | isolé |
| | Surface Aue |  Observé / mesuré | 1,83 m² |
| | Etat isolation des parois Aue |  Observé / mesuré | non isolé |
| | Nature de la menuiserie |  Observé / mesuré | Porte simple en bois |
| | Type de porte |  Observé / mesuré | Porte opaque pleine |
| | Positionnement de la menuiserie |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| | Largeur du dormant menuiserie |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| Pont Thermique 1 | Type de pont thermique |  Observé / mesuré | Mur sur Cage d'escalier / Porte 2 |
| | Type isolation |  Observé / mesuré | ITE |
| | Longueur du PT |  Observé / mesuré | 4,7 m |
| | Largeur du dormant menuiserie Lp |  Observé / mesuré | Lp: 5 cm |
| | Position menuiseries |  Observé / mesuré | au nu intérieur |
| Pont Thermique 2 | Type PT |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 / Refend |
| | Type isolation |  Observé / mesuré | ITI / non isolé |
| | Longueur du PT |  Observé / mesuré | 7 m |
| Pont Thermique 3 | Type PT |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 1 / Plancher |
| | Type isolation |  Observé / mesuré | ITI / ITE |
| | Longueur du PT |  Observé / mesuré | 37,2 m |
| Pont Thermique 4 | Type PT |  Observé / mesuré | Mur Extérieur 2 / Plancher |
| | Type isolation |  Observé / mesuré | ITI / ITE |
| | Longueur du PT |  Observé / mesuré | 2,8 m |

Systèmes

| Donnée d'entrée | Origine de la donnée | | Valeur renseignée |
|-----------------|----------------------|--|---------------------------------|
| Ventilation | Type de ventilation |  Observé / mesuré | VMC SF Auto réglable après 2012 |

| | | | |
|----------------------|----------------------------------|--------------------|---|
| | Année installation | 🔍 Observé / mesuré | 2017 |
| | Energie utilisée | 🔍 Observé / mesuré | Electrique |
| | Façades exposées | 🔍 Observé / mesuré | plusieurs |
| | Logement Traversant | 🔍 Observé / mesuré | oui |
| Chauffage | Type d'installation de chauffage | 🔍 Observé / mesuré | Installation de chauffage avec appoint (insert/poêle bois/biomasse) |
| | Surface chauffée | 🔍 Observé / mesuré | 69,61 m² |
| | Type générateur | 🔍 Observé / mesuré | Electrique - Radiateur électrique NFC, NF** et NF*** |
| | Année installation générateur | 🔍 Observé / mesuré | 2018 (estimée en fonction de la marque et du modèle) |
| | Energie utilisée | 🔍 Observé / mesuré | Electrique |
| | Type générateur | 🔍 Observé / mesuré | Bois - Poêle à bois (bûche) installé à partir de 2018 avec label flamme verte |
| | Année installation générateur | 🔍 Observé / mesuré | 2018 (estimée en fonction de la marque et du modèle) |
| | Energie utilisée | 🔍 Observé / mesuré | Bois |
| | Type de combustible bois | 🔍 Observé / mesuré | Bûches |
| | Type émetteur | 🔍 Observé / mesuré | Radiateur électrique NFC, NF** et NF*** |
| | Année installation émetteur | 🔍 Observé / mesuré | 2018 (estimée en fonction de la marque et du modèle) |
| | Type de chauffage | 🔍 Observé / mesuré | divisé |
| | Equipement intermittence | 🔍 Observé / mesuré | Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température |
| | Nombre de niveaux desservis | 🔍 Observé / mesuré | 2 |
| Eau chaude sanitaire | Type générateur | 🔍 Observé / mesuré | Electrique - Ballon électrique à accumulation vertical (catégorie C ou 3 étoiles) |
| | Année installation générateur | 🔍 Observé / mesuré | 2010 |
| | Energie utilisée | 🔍 Observé / mesuré | Electrique |
| | Chaudière murale | 🔍 Observé / mesuré | non |
| | Type de distribution | 🔍 Observé / mesuré | production hors volume habitable |
| | Type de production | 🔍 Observé / mesuré | accumulation |
| | Volume de stockage | 🔍 Observé / mesuré | 150 L |

Références réglementaires utilisées :

Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, 5 juillet 2024, décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

Constatations diverses :

Le donneur d'ordre n'a pas été en moyen de nous fournir l'invariant fiscal de son logement lors de notre intervention.

Celui-ci n'a pu donc être inscrit dans le présent DPE.

Le formulaire de consentement n'a pas pu être obtenu suite au refus du propriétaire

Informations société : AFDIA 1, ZA de Bourgneuf 85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE

Tél. : 02.51.46.58.19 - N°SIREN : 803385491 - Compagnie d'assurance : AXA n° 10257404804

À l'attention du propriétaire du bien au moment de la réalisation du DPE :

Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité du DPE.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page «Contacts» de l'Observatoire DPE (<https://observatoire-dpe.ademe.fr/>).

N°ADEME

2485E3191630K



Attestation sur l'honneur / Certification / Assurance

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n°**37049TRILLARD** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : **61 Rue des sarcelles**
L'AIGUILLON SUR MER - 85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE.

Je soussigné, **ROCHETEAU Baptiste**, technicien diagnostiqueur pour la société **AFDIA** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

| Prestations | Nom du diagnostiqueur | Entreprise de certification | N° Certification | Echéance certif |
|-------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------|--|
| Audit Energetique | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | AE-CPDI3378 | 04/12/2024 (Date d'obtention : 05/01/2023) |
| Electricité | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 06/07/2029 (Date d'obtention : 07/07/2022) |
| Plomb | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 14/07/2029 (Date d'obtention : 15/07/2022) |
| DPE | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 15/03/2027 (Date d'obtention : 16/03/2020) |
| Amiante | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 19/10/2027 (Date d'obtention : 20/10/2022) |
| Termites | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |
| Gaz | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |

- Avoir souscrit à une assurance (**AXA n° 10257404804 valable jusqu'au 01/08/2025**) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**, le **09/09/2024**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES

Assurance et Banque



ATTESTATION

SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

AGENT

EI JAQUET GREGOIRE

CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE

AV ATLANT VIE

BELLEVILLE SUR VIE

85170 BELLEVIGNY

Tél : 0251410303

Email : agence.jaquetgregoire@axa.fr

Portefeuille : 0085169144

Vos références :

Contrat n° 10257404804

Client n° 3779434304

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 10257404804** ayant pris effet le **03/11/2022** et garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

A titre principal :

1. Diagnostics réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :

- ▮ Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique;
- ▮ L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- ▮ L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (ESRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
- ▮ Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

A titre accessoire :

2. Autres Diagnostics

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

ID:0526202112

- └ Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante (Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique) ;
- └ Mesurage loi Carrez et Loi Boutin (Art.46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967. Art. 78 de la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009) ;
- └ Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
- └ L'état des installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
- └ Etat des lieux locatifs
- └ Perméabilité à l'air de l'enveloppe NF EN ISO 9972.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RT2012 et réalisation de l'attestation de conformité.

- └ Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'Habitabilité, PTZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
- └ Dossier Technique Global (DTG)
- └ Réalisation d'audit énergétique.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RE2020 et réalisation de l'attestation de conformité.
- └ Contrôle VMC RE 2020 et édition d'un rapport sans préconisation.

3. Autres Activités :

└ DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE "PERMEABILITE A L'AIR" LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

└ **MESURES AERAIQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

└ délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/08/2024** au **01/08/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 30/07/2024

Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

| NATURE DES GARANTIES | LIMITES DES GARANTIES | FRANCHISES par sinistre |
|---|--|---|
| Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après) | 9.000.000 € par année d'assurance | |
| Dont : | | |
| • Dommages corporels | 9.000.000 € par année d'assurance | NEANT |
| • Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus | 1.200.000 € par année d'assurance | 380 € |
| • Dommages immatériels non consécutifs | 150.000 € par année d'assurance | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| • Dommages aux biens confiés | 150.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Autres garanties : | | |
| Faute inexcusable (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales) | 2.000.000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre | 380 € |
| Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance | 500.000 € par année d'assurance dont 300.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |

| | | |
|--|--|---|
| Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) : | | |
| Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont : | 1.000.000 € par année d'assurance | 400 € |
| Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale | 100.000 € par année d'assurance | 400 € |
| Défense (Article 4 des conditions générales) | Inclus dans la garantie mise en jeu | Selon la franchise de la garantie mise en jeu |
| Recours (Article 4 des conditions générales) | 20.000 € par litige | Seuil d'intervention : 380 € |

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI3378 Version 012

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur ROCHETEAU Baptiste

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR o6 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

| | |
|-----------------------------|---|
| Amiante avec mention | Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| Amiante sans mention | Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| DPE tous types de bâtiments | Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| DPE individuel | Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| Electricité | Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 07/07/2022 - Date d'expiration : 06/07/2029 |
| Gaz | Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |
| Plomb | Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 15/07/2022 - Date d'expiration : 14/07/2029 |
| Termites | Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/09/2024.

Etienne Lamy

(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électrique, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification

(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 26 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

I.Cert
Institut de Certification
Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K
35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev19

Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : **37049TRILLARD**
Norme méthodologique employée : **AFNOR NF P 03-201 – Février 2016**
Date du repérage : **09/09/2024**
Heure d'arrivée : **13 h 00**
Temps passé sur site : **02 h 00**



CONCLUSION

Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : **61 Rue des sarcelles**
L'AIGUILLON SUR MER
Commune : **85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

- ☐ **Présence de traitements antérieurs contre les termites**
☐ **Présence de termites dans le bâtiment**
☐ **Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 131-3 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 01/11/2006**

Documents fournis:

..... **Néant**
Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :
..... **Habitation (maisons individuelles)**

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 131-5 du CCH :

..... **Le bien est situé dans une zone soumise à un arrêté préfectoral:**
- Arrêté préfectoral - n° 08 dde 175 du 19/06/2008

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

B. - Désignation du client*Désignation du client :*Nom et prénom : **M./Mme TRILLARD Frédéric**Adresse : **1 La Gaulerie 37160 Neuilly-le-Brignon****C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic***Identité de l'opérateur de diagnostic :*Nom et prénom : **ROCHETEAU Baptiste**Raison sociale et nom de l'entreprise : **AFDIA**Adresse : **1, ZA de Bourgneuf
85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE**Numéro SIRET : **80338549100029**Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**Numéro de police et date de validité : **10257404804 - 01/08/2025**Certification de compétence **CPDI3378** délivrée par : **I.Cert**, le **30/06/2022****Objet de la mission**

Cet état relatif à la présence de termites a pour objectif de rechercher, au moment de l'intervention, des traces visibles d'infestations ou altérations provoquées par des termites, de les repérer et de dresser le présent constat, résultat d'un examen visuel de l'ensemble des parties visibles et accessibles susceptibles d'être démontées sans outils, ainsi que de sondages non destructifs des bois (sauf parties déjà altérées ou dégradées) au moyen d'un poinçon.

Les éléments cachés (plafonds, murs, sols) par du mobilier, des revêtements de décoration de type moquette, PVC, lambris, panneaux bois, isolation, cloison ou tout autre matériau pouvant masquer un élément bois, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité. Les parties d'ouvrage et éléments en bois inclus dans la structure du bâtiment, les éléments coffrés ou les sous-faces de planchers ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ni de destruction.

L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même s'il y a eu bûchage (Enlèvement de matière, afin de vérifier jusqu'où s'est répandue l'attaque). Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration de l'infestation par lettre recommandée avec accusé de réception en mairie prévue aux articles L.133-4 et R.133-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L.133-5, L.133-6, L.271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

| | |
|-----------------------------------|---|
| Rez de chaussée - Porche, | Sous-Sol - Débarras, |
| Rez de chaussée - Salle à Manger, | Sous-Sol - Remise, |
| Rez de chaussée - Chambre 1, | Sous-Sol - Buanderie, |
| Rez de chaussée - Séjour, | Sous-Sol - Cave, |
| Rez de chaussée - Cuisine, | Sous-Sol - Garage, |
| Rez de chaussée - Chambre 2, | Combles - Combles Accès Salle à manger, |
| Rez de chaussée - Salle d'eau, | Combles - Combles Accès Escalier, |
| Rez de chaussée - Wc, | Bâtiment (s) Annexe (s) - Terrasse, |
| Sous-Sol - Escalier, | Bâtiment (s) Annexe (s) - Dessous Terrasse, |
| | Terrain - Terrain |

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) | Photos |
|---|--|--|--------|
| Rez de chaussée | | | |
| Porche | Sol - Béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Ciment et Enduit | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Charpente : Pannes, Volige : Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Salle à Manger | Sol - Béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s) 1 - Bois/Métal | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s) 2 - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Fenêtre (s) 1 - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Fenêtre (s) 2 - Bois / Métallique | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Volets 1 - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Volets 2 - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Chambre 1 | Sol - Béton et Parquet | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s) - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plinthes - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Fenêtre (s) - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Volets - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Séjour | Sol - Béton et Parquet flottant | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Parment | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Fenêtre (s) - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s)-fenêtre (s) - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) | Photos |
|---|---|---|--------|
| Cuisine | Volets 1 - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Volets 2 - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Sol - Béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture, Faïence | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s)-fenêtre (s) - Bois / Métal | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Chambre 2 | Volets - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Sol - Béton et Parquet flottant | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s) - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plinthes - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Fenêtre (s) - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Salle d'eau | Volets - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Sol - Béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Faïence | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s) - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Fenêtre (s) - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Wc | Volets - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Sol - Béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Faïence | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s) - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Sous-Sol | | | |
| Escalier | Plinthes - Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Sol - Béton | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Lambris Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s) - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Débarras | Fenêtre (s) - Pavé de verre | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Sol - Béton | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Ciment et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Bois et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Hourdis - Béton et Polystyrène | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Remise | Fenêtre (s) - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Sol - Béton | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Ciment et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Hourdis - Béton et Polystyrène | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Porte (s) - Bois | | Absence d'indices d'infestation de termites | |

| Bâtiments et parties de bâtiments visités (1) | Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2) | Résultats du diagnostic d'infestation (3) | Photos |
|---|---|---|--------|
| Buanderie | Fenêtre (s) - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Sol - Béton | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Ciment et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Hourdis - Béton et Polystyrène | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s) - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Cave | Sol - Béton | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Ciment et Polystyrène | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Hourdis - Béton et Polystyrène | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Porte (s) - Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Garage | Sol - Béton | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Ciment et Peinture | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Hourdis - Béton et Polystyrène | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Fenêtre (s) - PVC | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Portail - Métallique | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Combles | | | |
| Combles Accès Salle à manger | Sol - Solivage sous isolation | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Parpaings | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Charpente : Pannes, Volige : Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Combles Accès Escalier | Sol - Solivage sous isolation | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Parpaings | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Charpente : Pannes, Volige : Bois | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Bâtiment (s) Annexe (s) | | | |
| Terrasse | Sol - Béton et Carrelage | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Parpaings et Enduit | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Garde Corps - Composite | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Dessous Terrasse | Sol - Terre battue | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Mur - Parpaings | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| | Plafond - Béton | Absence d'indices d'infestation de termites | |
| Terrain | | | |
| | Sol - Arbres, Souches, Piquets et tous matériaux cellulodiques. | Absence d'indices d'infestation de termites | |

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (Reticulitermes flavipes, reticulitermes lucifugus, reticulitermes banyulensis, reticulitermes grassei et reticulitermes urbis) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (Coptotermes et heterotermes),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les kalotermes flavicolis présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les Cryptotermes présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricoles**, appartiennent au genre Nasutitermes présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L 131-3 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de mэрule sont identifiés, un arrêté préfectoral, consultable en préfecture, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones de présence d'un risque de mэрule.

Article L126-24 du CCH : En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti situé dans une zone délimitée en application du premier alinéa de l'article L. 131-3, un état relatif à la présence de termites est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 à L. 271-6.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant

G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

| Localisation | Liste des ouvrages, parties d'ouvrages | Motif |
|--------------|--|-------|
| Néant | - | |

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.



| Localisation | Justification |
|--|---|
| Parties d'ouvrage et éléments en bois inclus dans la structure du bâtiment | Notre mission n'autorise pas de démontage ni de destruction |
| Éléments coffrés | |
| Éléments cachés par du mobilier | |
| Éléments cachés par des revêtements de décoration de type moquette, PVC, lambris, panneaux bois, isolation, cloison ou tout autre matériau pouvant masquer un élément bois | Manque d'accessibilité |
| Vide derrière cloison de doublage | Impossibilité d'investigation approfondie non destructive |
| Solivage bois (Si présent) | Manque d'accessibilité : Recouvrement par l'isolation |

Avertissement : pour satisfaire aux obligations réglementaires, il y a lieu de réaliser des investigations complémentaires afin que tous les locaux concernés par la présente mission soient entièrement visités.

ECARTS / ADJONCTIONS PAR RAPPORT A LA NORME NF P 03-201 :

Absence de copie de contrat de mission accepté par le donneur d'ordre annexée au présent rapport : les conditions dans lesquelles la mission nous a été confiée n'ont pas permis d'obtenir l'accord écrit du client préalablement à notre intervention et d'en annexer une copie au présent rapport, comme préconisé par la norme NF P 03-201. Toutefois, ce manquement n'a aucune incidence sur nos opérations de repérage et n'est pas de nature à remettre en cause le sérieux, l'exhaustivité et la qualité de notre intervention. L'absence de cet accord écrit ne saurait en aucun cas être interprété comme une absence d'accord préalable entre les parties.

H. - Constatations diverses :

| Localisation | Liste des ouvrages, parties d'ouvrages | Observations et constatations diverses | Photos |
|---|---|---|---|
| Général | - | Les abords de constructions ont été inspecté dans la limite de 10m autour des bâtiments, Résultat : Absence d'indice d'infestation de termites dans cette zone sur les éléments visibles. | |
| Rez de chaussée - Porche | Plafond - Charpente : Pannes, Volige : Bois | --- Champignons lignivores --- | |
| Combles - Combles Accès Salle à manger | Plafond - Charpente : Pannes, Volige : Bois | --- Champignons lignivores --- identifiés sur la photo : PhTer001 |  |
| Combles - Combles Accès Escalier | Plafond - Charpente : Pannes, Volige : Bois | --- Champignons lignivores --- identifiés sur la photo : PhTer002 |  |

Note 1 : Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.126-4 et L.126-5 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)**

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

I. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L131-3, L126-6, L126-24 et R. 126-42, D126-43, L 271-4 à 6 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Moyens d'investigation :

- Examen visuel des parties visibles et accessibles.
- Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
- Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
- Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
- À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

Sans accompagnateur

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Néant

J. – VISA et mentions :

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.126-4 et L.126-5 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)**

Visite effectuée le **09/09/2024**.

Fait à **L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**, le **09/09/2024**

Par : **ROCHETEAU Baptiste**



SAS AFDIA
Baptiste ROCHETEAU
Responsable Technique



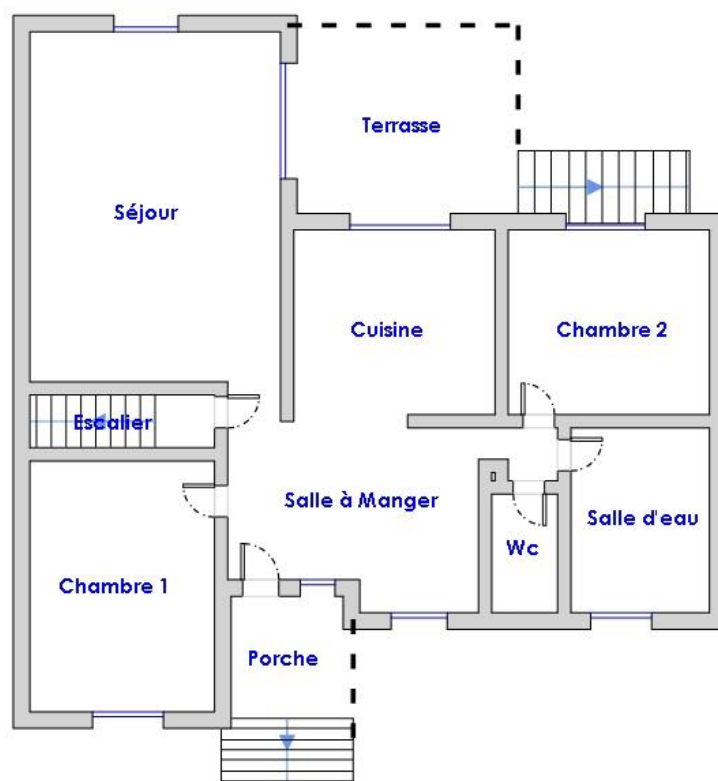
Cachet de l'entreprise



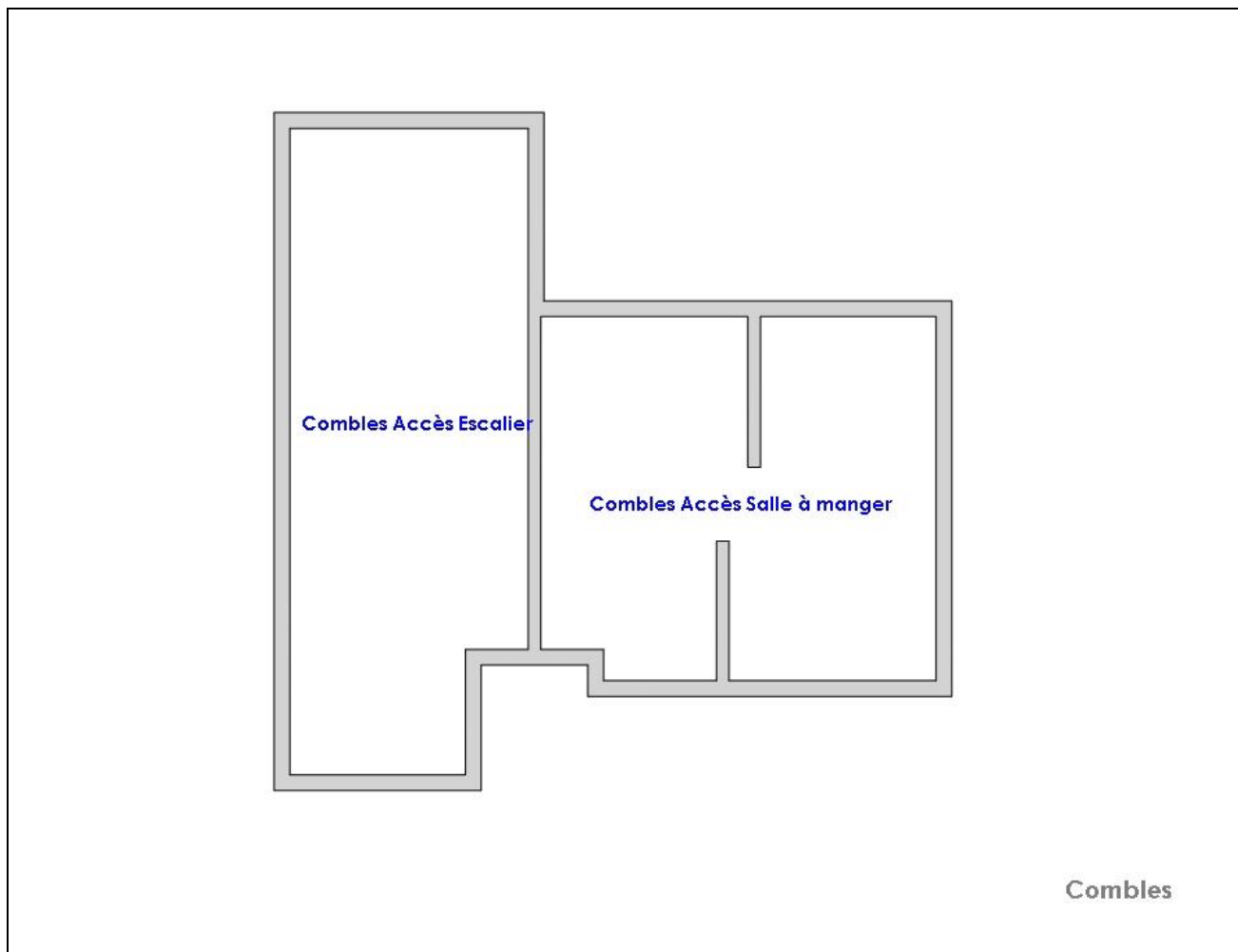
1 ZA Bourgneuf
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE
Siret : 80338549100029 - Code NAF : 7120B

Annexe – Croquis de repérage





Rez-de-chaussée



Annexe – Photos



Photo n° PhTer001
Localisation : Combles - Combles Accès Salle à manger
Ouvrage : Plafond - Charpente : Pannes, Volige : Bois
Parasite : --- Champignons lignivores ---



Photo n° PhTer002
Localisation : Combles - Combles Accès Escalier
Ouvrage : Plafond - Charpente : Pannes, Volige : Bois
Parasite : --- Champignons lignivores ---

Annexe – Ordre de mission / Assurance / Attestation sur l'honneur

Aucun document n'a été mis en annexe

Attestation sur l'honneur / Certification / Assurance

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n°37049TRILLARD relatif à l'immeuble bâti visité situé au : **61 Rue des sarcelles**
L'AIGUILLON SUR MER - 85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE.

Je soussigné, **ROCHETEAU Baptiste**, technicien diagnostiqueur pour la société **AFDIA** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

| Prestations | Nom du diagnostiqueur | Entreprise de certification | N° Certification | Echéance certif |
|-------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------|--|
| Audit Energetique | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | AE-CPDI3378 | 04/12/2024 (Date d'obtention : 05/01/2023) |
| Electricité | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 06/07/2029 (Date d'obtention : 07/07/2022) |
| Plomb | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 14/07/2029 (Date d'obtention : 15/07/2022) |
| DPE | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 15/03/2027 (Date d'obtention : 16/03/2020) |
| Amiante | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 19/10/2027 (Date d'obtention : 20/10/2022) |
| Termites | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |
| Gaz | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |

- Avoir souscrit à une assurance (**AXA n° 10257404804 valable jusqu'au 01/08/2025**) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**, le **09/09/2024**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



SAS AFDIA
Baptiste ROCHETEAU
Responsable Technique

**Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation**

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES

Assurance et Banque



SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

AGENT**EI JAQUET GREGOIRE**

CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE

AV ATLANT VIE

BELLEVILLE SUR VIE

85170 BELLEVIGNY

Tél : 0251410303Email : agence.jaquetgregoire@axa.fr

Portefeuille : 0085169144

Vos références :**Contrat n° 10257404804**

Client n° 3779434304

ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :

SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 10257404804** ayant pris effet le **03/11/2022** et garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

A titre principal :**1. Diagnostics réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :**

- ▮ Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique ;
- ▮ L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- ▮ L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (ESRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
- ▮ Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

A titre accessoire :**2. Autres Diagnostics****AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

ID:052-62021122

- └ Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante (Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique) ;
- └ Mesurage loi Carrez et Loi Boutin (Art.46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967. Art. 78 de la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009) ;
- └ Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
- └ L'état des installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
- └ Etat des lieux locatifs
- └ Perméabilité à l'air de l'enveloppe NF EN ISO 9972.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RT2012 et réalisation de l'attestation de conformité.

- └ Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'Habitabilité, PTZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
- └ Dossier Technique Global (DTG)
- └ Réalisation d'audit énergétique.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RE2020 et réalisation de l'attestation de conformité.
- └ Contrôle VMC RE 2020 et édition d'un rapport sans préconisation.

3. Autres Activités :

└ DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE "PERMEABILITE A L'AIR" LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

└ **MESURES** AERAULIQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, **HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

└ délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/08/2024** au **01/08/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 30/07/2024

Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

| NATURE DES GARANTIES | LIMITES DES GARANTIES | FRANCHISES par sinistre |
|---|--|---|
| Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après) | 9.000.000 € par année d'assurance | |
| Dont : | | |
| • Dommages corporels | 9.000.000 € par année d'assurance | NEANT |
| • Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus | 1.200.000 € par année d'assurance | 380 € |
| • Dommages immatériels non consécutifs | 150.000 € par année d'assurance | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| • Dommages aux biens confiés | 150.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Autres garanties : | | |
| Faute inexcusable (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales) | 2.000.000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre | 380 € |
| Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance | 500.000 € par année d'assurance dont 300.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) : | | |
| Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont : | 1.000.000 € par année d'assurance | 400 € |
| Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale | 100.000 € par année d'assurance | 400 € |
| Défense (Article 4 des conditions générales) | Inclus dans la garantie mise en jeu | Selon la franchise de la garantie mise en jeu |
| Recours (Article 4 des conditions générales) | 20.000 € par litige | Seuil d'intervention : 380 € |

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI3378 Version 012

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur ROCHETEAU Baptiste

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

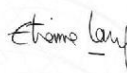
| | |
|-----------------------------|---|
| Amiante avec mention | Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| Amiante sans mention | Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| DPE tous types de bâtiments | Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| DPE individuel | Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| Electricité | Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 07/07/2022 - Date d'expiration : 06/07/2029 |
| Gaz | Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |
| Plomb | Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 15/07/2022 - Date d'expiration : 14/07/2029 |
| Termites | Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/09/2024.



(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification
(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 26 décembre 2021 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance - Bât K
35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev19

Diagnostic du raccordement au réseau d'assainissement collectif

Numéro de dossier : **37049TRILLARD**
Date du repérage : **09/09/2024**
Heure d'arrivée : **13 h 00**
Durée du repérage : **03 h 00**



CONCLUSION

Non conforme

Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : **61 Rue des sarcelles**
L'AIGUILLON SUR MER
Commune : **85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**

Désignation du propriétaire

Désignation du client :

Nom et prénom : ...**M./Mme TRILLARD Frédéric**
Adresse : **1 La Gaulerie**
37160 Neuilly-le-Brignon

RESERVE DE PROPRIÉTÉ : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.



Désignation de l'opérateur de diagnostic

Nom et prénom : **ROCHETEAU Baptiste**
Raison sociale et nom de l'entreprise : **AFDIA**
Adresse : **1, ZA de Bourgneuf. 85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE**
Numéro SIRET : **803385491**
Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**

Conclusion eaux pluviales :

Non conforme

Conclusion eaux usées :

Non conforme

Observations :

Prévoir la remise en conformité du réseau eaux usées et du réseau eaux pluviales.

Constatations diverses :

Absence de boîte de branchement (Regard de visite Eaux Pluviales) sur le domaine public en limite de propriété. Un regard de visite situé sur la voie publique est fortement conseillé. Ce regard n'est pas présent face à votre propriété. Il y aurait lieu de prévoir la pose de ce regard.



Objet de la mission

Les termes « installation d'assainissement collectif » désignent toute installation d'assainissement assurant la collecte et le déversement des eaux usées des immeubles ou parties d'immeubles raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Le diagnostic de l'installation d'assainissement collectif consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire de l'immeuble et lors d'une visite sur place, à :

- Vérifier que les eaux usées domestiques constituées des eaux ménagères et des eaux vannes soient effectivement collectées vers le réseau d'égout de la collectivité.
- En cas de réseau enterré, il appartiendra au(x) propriétaire(s) de fournir à l'opérateur tous les moyens nécessaires au contrôle en toute sécurité.
- Le contrôle des eaux usées ne s'étend pas en aval de l'organe de collecte privatif (siphon, regard de branchement, antenne de branchement).

Contenu de la mission

- Réalisation d'un schéma de repérage des organes.

La mission ne comprend pas

- Le contrôle du bon fonctionnement du système (obturation, bouchons de graisse, déboîtement des conduites, écrasement des conduites...), de la vétusté des équipements, du gravitaire de l'écoulement.
- Les tests d'écoulements sur le réseau pluvial : mission complémentaire (la responsabilité du vendeur reste engagée en cas de raccordement souterrain sur le réseau de collecte des eaux usées).
- L'intervention sur les équipements de la voie publique (ex. : tampon collectif...)
- Une inspection caméra des réseaux permettant de vérifier la bonne exécution des raccordements et équipements.
- Le contrôle et la vérification des regards intermédiaires (fosse septique, regards...)

Obligation du propriétaire/donneur d'ordre

- S'assurer que l'immeuble est alimenté en eau avec des conditions normales d'accès aux équipements (regards dégagés et accessibles, profondeur de moins d'un mètre ou moyen d'accès adapté)

Sous réserve qu'aucun dispositif d'accumulation (de type fosse, bacs à graisses, décanteurs, etc.) non signalés ou enterrés et qu'aucun dispositif d'évacuation d'eaux pluviales (de type drainage, pompage, trop-plein de puits, etc.) non signalés ou enterrés ne soit raccordé au réseau public d'assainissement des eaux usées.

Le certificat est nul en cas de modification de l'installation. Tout élément non mentionné par le client lors de la visite, non accessible ou enterré est considéré comme non contrôlé.

Aucune poursuite ne pourra être engagée contre la société AFDIA concernant des éléments non mentionnés dans ce rapport ou des ouvrages condamnés et remis en service après notre contrôle.





Repérage :

Date du repérage : 09/09/2024
 Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage : Néant
 Représentant du propriétaire (accompagnateur) : Sans accompagnateur

Liste des pièces visitées :

| | |
|-----------------------------------|---|
| Rez de chaussée - Porche, | Sous-Sol - Débarras, |
| Rez de chaussée - Salle à Manger, | Sous-Sol - Remise, |
| Rez de chaussée - Chambre 1, | Sous-Sol - Buanderie, |
| Rez de chaussée - Séjour, | Sous-Sol - Cave, |
| Rez de chaussée - Cuisine, | Sous-Sol - Garage, |
| Rez de chaussée - Chambre 2, | Combles - Combles Accès Salle à manger, |
| Rez de chaussée - Salle d'eau, | Combles - Combles Accès Escalier, |
| Rez de chaussée - Wc, | Bâtiment (s) Annexe (s) - Terrasse, |
| Sous-Sol - Escalier, | Bâtiment (s) Annexe (s) - Dessous Terrasse, |
| | Terrain - Terrain |

Pièces ou parties de l'immeuble non visitées :

Néant

CARACTERISTIQUES DE L'HABITATION :

| | |
|---|----------------------------------|
| Type de bâtiment | Habitation |
| Existe-t-il des documents permettant de déterminer les caractéristiques du système? | Non |
| Existe-t-il des documents permettant de déterminer l'implantation du système ? | Non |
| Le système est-il alimenté en eau lors de l'intervention ? | Oui |
| Le terrain est-il desservi par un réseau public d'eau potable ? | Oui |
| Existe-t-il un captage d'eau ? | Non |
| L'accès est-il visitable en limite de propriété ? | Oui |
| Existe-t-il un clapet anti-retour en contrebas ? | Non |
| Existe-t-il un poste de refoulement ? | Non |
| Les réseaux ont-ils plus de deux ans ? | Oui |
| Méthode de contrôle employée ? | Colorant, Visuelle et Sonore |
| Type de réseau : | Eaux usées et pluviales séparées |





RACCORDEMENT DES EAUX USEES :

Détails des éléments contrôlés pour les eaux usées :

| Pièce concernée | Élément contrôlé | Nom bre | Spécifique | Conforme | Observation |
|-----------------|---------------------|---------|--|--------------|-------------|
| Cuisine | Evier | 1 | Rejet dans les eaux usées | Conforme | |
| Cuisine | Lave-Vaisselle | 1 | Rejet dans les eaux usées | Conforme | |
| Salle d'eau | Douche | 1 | Rejet dans les eaux usées | Conforme | |
| Salle d'eau | Lavabo | 2 | Rejet dans les eaux usées | Conforme | |
| Wc | WC | 1 | Rejet dans les eaux usées | Conforme | |
| Wc | Lavabo | 1 | Rejet dans les eaux usées | Conforme | |
| Buanderie | Ballon d'eau chaude | 1 | Rejet dans grille descente garage puis rejet avec la pompe de relevage en épandage | Non Conforme | |
| Buanderie | Evier | 1 | Rejet dans grille descente garage puis rejet avec la pompe de relevage en épandage | Non Conforme | |
| Buanderie | Lave-Linge | 1 | Rejet dans les eaux usées | Conforme | |
| Garage | Siphon de sol | 1 | Rejet dans grille descente garage puis rejet avec la pompe de relevage en épandage | Non Conforme | |

Conclusion

Non conforme

RACCORDEMENT DES EAUX PLUVIALES :

Détails des éléments contrôlés pour les eaux pluviales :

| Pièce concernée | Élément contrôlé | Nom bre | Spécifique | Conforme | Observation |
|-----------------|-----------------------|---------|--------------------|--------------|--|
| Extérieur | Gouttière avant/rue | 2 | Rejet non retrouvé | Non Conforme | Présence d'un regard sur la parcelle, destination du regard inconnue |
| Extérieur | Gouttière arrière/rue | 2 | Rejet non retrouvé | Non Conforme | Présence d'un regard sur la parcelle, destination du regard inconnue |
| Extérieur | Grille sur chemin | 2 | Rejet non retrouvé | Non Conforme | Présence d'un regard sur la parcelle, destination du regard inconnue |





| Pièce concernée | Élément contrôlé | Nom bre | Spécifique | Conforme | Observation |
|-----------------|-----------------------------|------------|---|----------|-------------|
| Extérieur | Descente de garage (Grille) | 1 | Rejet avec la pompe de relevage en épandage | Conforme | |

Conclusion

Non conforme

Fait à L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE, le 09/09/2024

Par : ROCHETEAU Baptiste



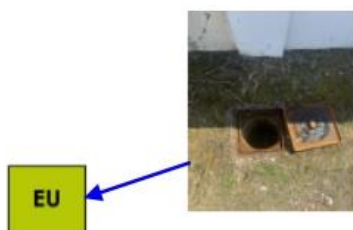
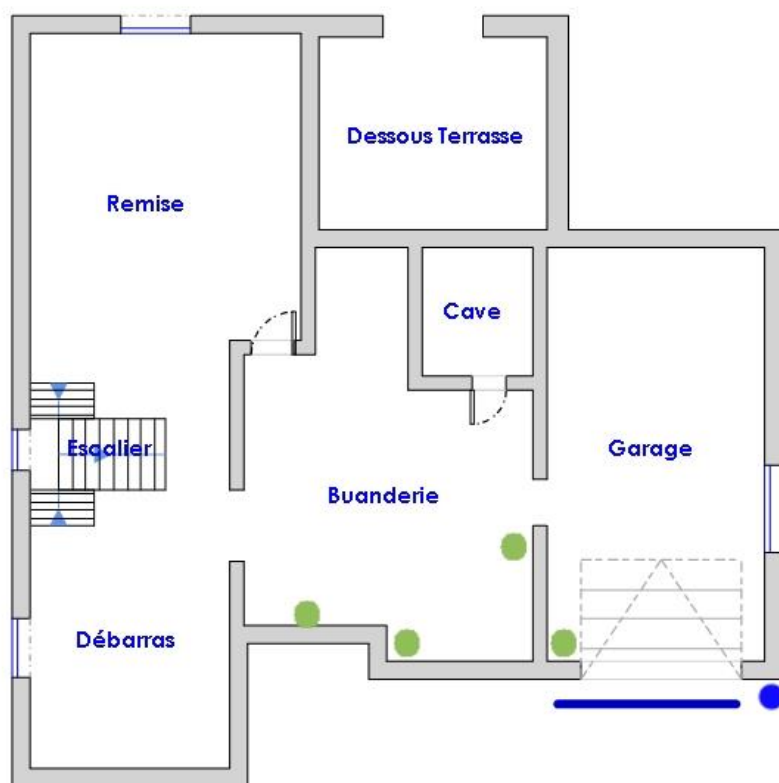
SAS AFDIA

Baptiste ROCHETEAU
Responsable Technique



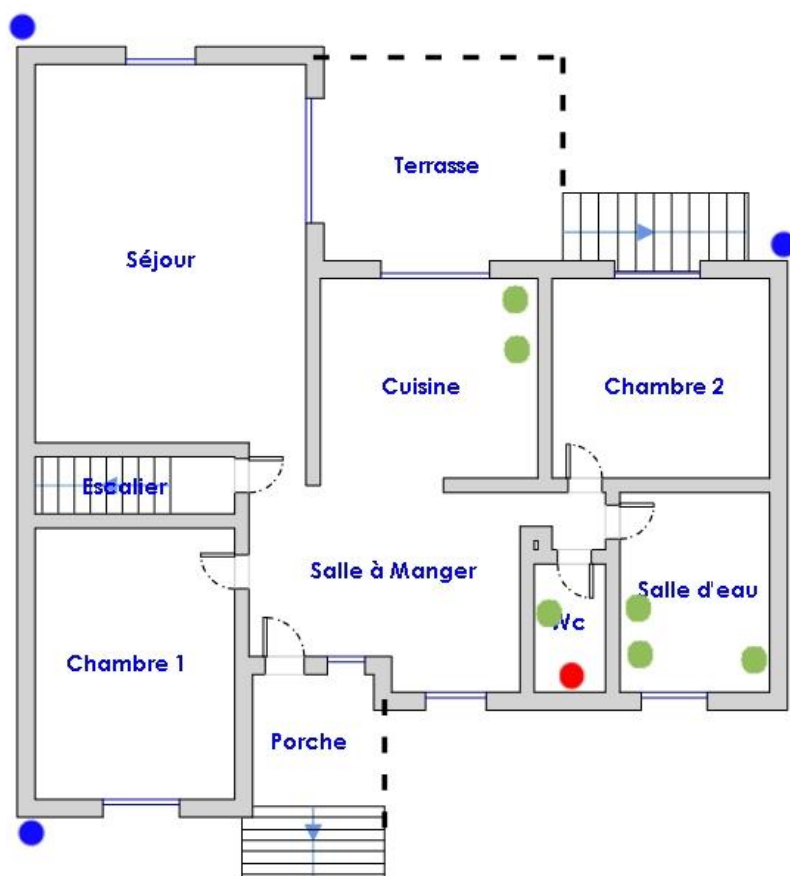


CROQUIS :



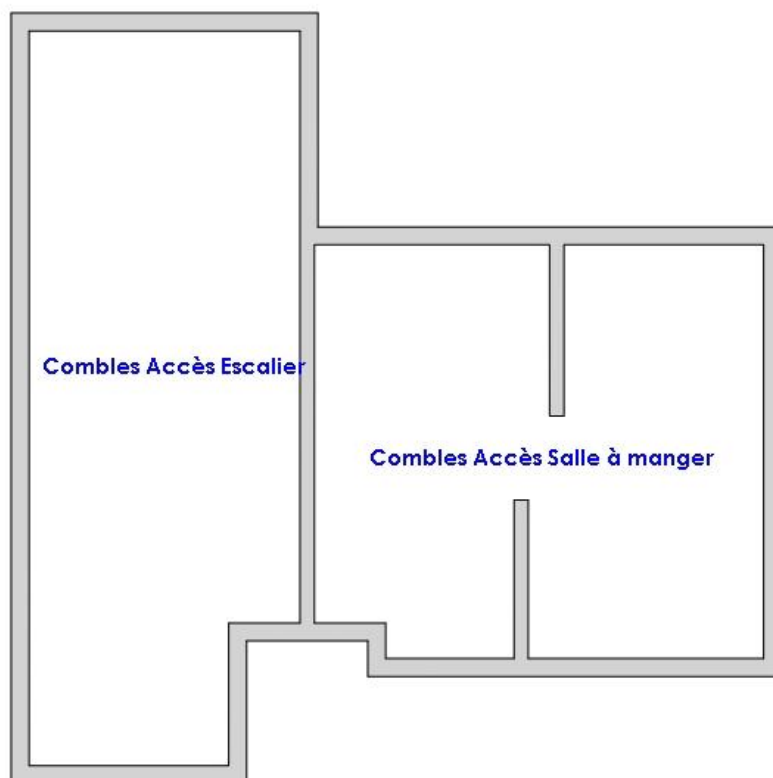
Sous-sol








Rez-de-chaussée





Combles

Légende :

| | |
|---|----------------|
|  | Eaux ménagères |
|  | Eaux Vannes |
|  | Eaux Pluviales |



Photos :

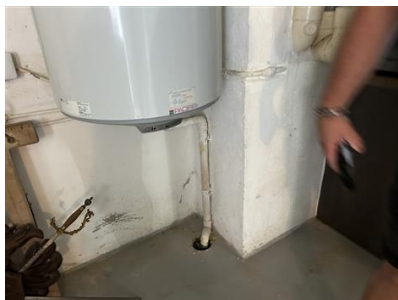


Photo n° PhAss001
Localisation : Eau Usée :
Buanderie
Description : Ballon d'eau
chaude : Rejet dans grille
descente garage puis rejet
avec la pompe de
relevage en épandage



Photo n° PhAss002
Localisation : Eau Usée :
Buanderie
Description : Evier : Rejet
dans grille descente
garage puis rejet avec la
pompe de relevage en
épandage



Photo n° PhAss003
Localisation : Eau Usée :
Garage
Description : Siphon de sol :
Rejet dans grille descente
garage puis rejet avec la
pompe de relevage en
épandage



Photo n° PhAss004
Localisation : Eau Pluviales :
Extérieur
Description : Descente de
garage (Grille) : Rejet avec
la pompe de relevage en
épandage

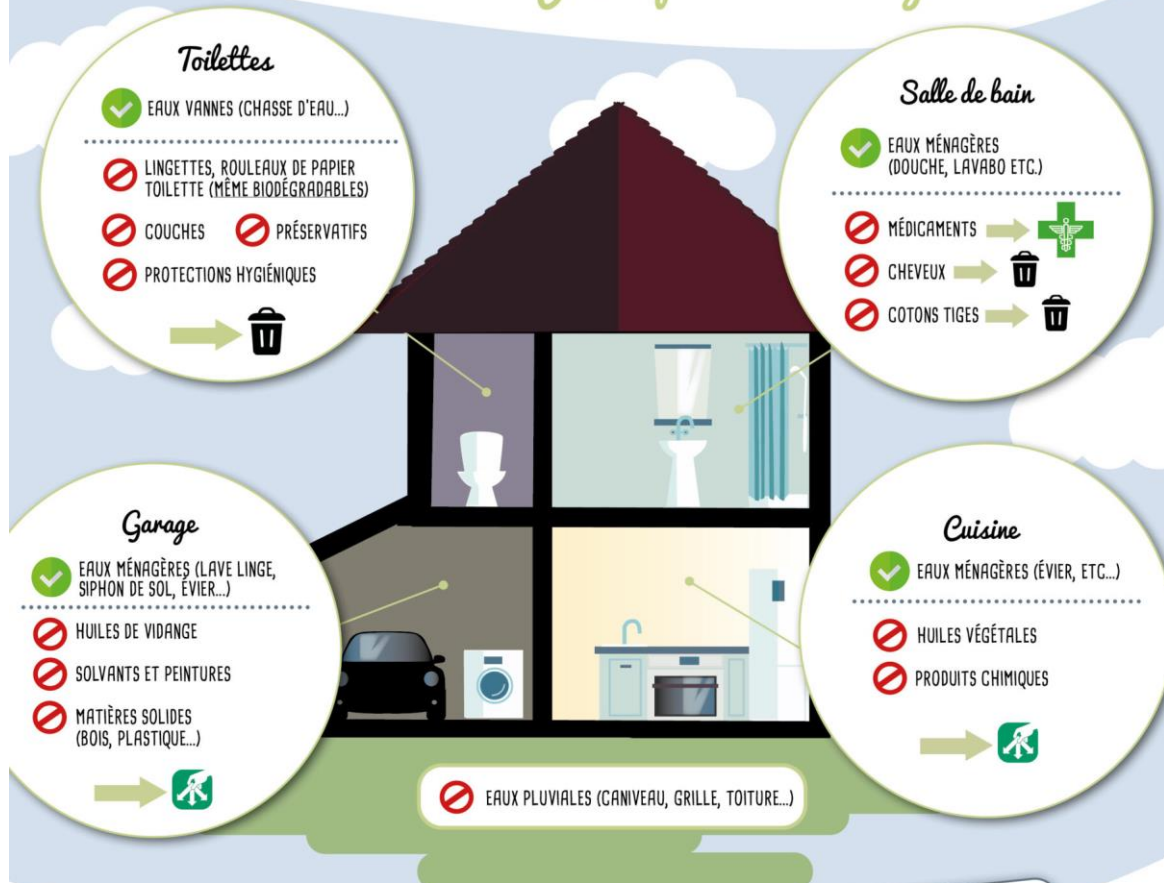


Photo n° PhAss005
Localisation : Généralités
Description : Accès
visitable en limite de
propriété : Oui

Annexe

LE TOUT A L'ÉGOUT N'EST PAS UNE POUBELLE...

J'adopte les bons gestes !



Halte aux lingettes dans les WC !

JETER DES LINGETTES OU AUTRES DÉCHETS SOLIDES DANS LES TOILETTES :

- Bouche vos propres toilettes
- Perturbe fortement le système d'assainissement en bouchant et détériorant les installations collectives.
- Occasionne des pannes qui ont pour conséquences des débordements chez les riverains et vers le milieu naturel.

Le fait que les emballages de certaines marques indiquent les mentions « biodégradables » ou « peuvent être jetés à l'égout » n'empêche pas les dégâts causés par leur présence dans les réseaux d'assainissement.



Merci de collaborer à la protection de notre environnement



Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES

Assurance et Banque



ATTESTATION

SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

AGENT

EI JAQUET GREGOIRE

CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE

AV ATLANT VIE

BELLEVILLE SUR VIE

85170 BELLEVIGNY

Tél : 0251410303

Email : agence.jaquetgregoire@axa.fr

Portefeuille : 0085169144

Vos références :

Contrat n° 10257404804

Client n° 3779434304

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 10257404804** ayant pris effet le **03/11/2022** et garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

A titre principal :

1. Diagnostics réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :

- ▮ Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique;
- ▮ L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- ▮ L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (ESRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
- ▮ Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

A titre accessoire :

2. Autres Diagnostics

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

1D05J6002112



- └ Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante (Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique) ;
- └ Mesurage loi Carrez et Loi Boutin (Art.46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967. Art. 78 de la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009) ;
- └ Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
- └ L'état des installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
- └ Etat des lieux locaux
- └ Perméabilité à l'air de l'enveloppe NF EN ISO 9972.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RT2012 et réalisation de l'attestation de conformité.

- └ Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'Habitabilité, PTZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
- └ Dossier Technique Global (DTG)
- └ Réalisation d'audit énergétique.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RE2020 et réalisation de l'attestation de conformité.
- └ Contrôle VMC RE 2020 et édition d'un rapport sans préconisation.

3. Autres Activités :

└ DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE "PERMEABILITE A L'AIR" LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

└ **MESURES AERAIQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

└ délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/08/2024** au **01/08/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 30/07/2024

Pour la société :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2



| NATURE DES GARANTIES | LIMITES DES GARANTIES | FRANCHISES par sinistre |
|---|--|---|
| Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après) | 9.000.000 € par année d'assurance | |
| Dont : | | |
| • Dommages corporels | 9.000.000 € par année d'assurance | NEANT |
| • Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus | 1.200.000 € par année d'assurance | 380 € |
| • Dommages immatériels non consécutifs | 150.000 € par année d'assurance | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| • Dommages aux biens confiés | 150.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Autres garanties : | | |
| Faute inexcusable (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales) | 2.000.000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre | 380 € |
| Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance | 500.000 € par année d'assurance dont 300.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) : | | |
| Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont : Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale | 1.000.000 € par année d'assurance 100.000 € par année d'assurance | 400 € 400 € |
| Défense (Article 4 des conditions générales) | Inclus dans la garantie mise en jeu | Selon la franchise de la garantie mise en jeu |
| Recours (Article 4 des conditions générales) | 20.000 € par litige | Seuil d'intervention : 380 € |

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



Etat de l'Installation Intérieure d'Electricité

Numéro de dossier : **37049TRILLARD**
Date du repérage : **09/09/2024**
Heure d'arrivée : **13 h 00**
Durée du repérage : **03 h 00**



CONCLUSION

Il y aurait lieu de faire réaliser les travaux permettant de supprimer les anomalies relevées en consultant un installateur électricien qualifié dans les meilleurs délais.

1. - Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :

Type d'immeuble : **Maison individuelle**

Adresse : **61 Rue des sarcelles
L'AIGUILLON SUR MER**

Commune : **85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**

Année de construction : **1976**

Année de l'installation : **1976**

Distributeur d'électricité : **Engie**

Parties du bien non visitées : **Néant**

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

2. - Identification du propriétaire

Propriétaire du local d'habitation et de ses dépendances:

Nom et prénom : **M./Mme TRILLARD Frédéric**

Adresse : **1 La Gaulerie**
37160 Neuilly-le-Brignon

3. - Identification de l'opérateur ayant réalisé l'intervention et signé le rapport

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **ROCHETEAU Baptiste**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **AFDIA**

Adresse : **1, ZA de Bourgneuf**
85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE

Numéro SIRET : **80338549100029**

Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**

Numéro de police et date de validité : ... **10257404804 - 01/08/2025**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert** le **07/07/2022** jusqu'au **06/07/2029**. (Certification de compétence **CPDI3378**)

4. - Rappel des limites du champ de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

- les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;
- les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;
- inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits;

5. – Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

- ☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.
- ☒ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies.

Anomalies avérées selon les domaines suivants :



- ☐ L'appareil général de commande et de protection et de son accessibilité.
- ☒ Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation / Prise de terre et installation de mise à la terre.
- ☐ Dispositif de protection contre les surintensités adaptés à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☒ La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire.
- ☐ Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
- ☐ Matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Caractéristiques de habitation:

| Caractéristiques | Valeur |
|-----------------------------|---------|
| Année de construction | 1976 |
| Année de l'installation | 1976 |
| Distributeur d'électricité | Engie |
| Installation sous tension | OUI |
| Résistance de Terre mesurée | 96 ohms |
| Sensibilité de l'AGCP | 500 mA |

Objet de la mission :

La présente mission consiste, suivant l'arrêté du 28 septembre 2017 et du 4 avril 2011, à établir un état de l'installation électrique, en vue d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes. (Application des articles L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation). En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis de la réglementation en vigueur. Cet état de l'installation intérieure d'électricité a une durée de validité de 3 ans.


| Domaines | Anomalies | Photo |
|---|---|---|
| 2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Installation de mise à la terre | La connexion à la liaison équipotentielle principale d'au moins une canalisation métallique de gaz, d'eau, de chauffage central de conditionnement d'air, ou d'un élément conducteur de la structure porteuse du bâtiment n'est pas assurée (résistance de continuité > 2 ohms). Remarques : Absence de LEP (Liaison Equipotentielle Principale) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer une LEP |  |
| 4. La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une douche ou une baignoire | Locaux contenant une baignoire ou une douche : la continuité électrique de la liaison équipotentielle supplémentaire, reliant les éléments conducteurs et les masses des matériels électriques, n'est pas satisfaisante (résistance supérieure à 2 ohms). Remarques : Absence de LES (Liaison Equipotentielle Supplémentaire) ; Faire intervenir un électricien qualifié afin d'installer une LES |  |

Anomalies relatives aux installations particulières :

- ☐ Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- ☐ Piscine privée, ou bassin de fontaine

Informations complémentaires :

- ☒ Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

| Domaines | Informations complémentaires | Photo |
|--|---|---|
| IC. Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité | L'ensemble de l'installation électrique est protégé par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA | |
| | Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur Remarques : Présence de socles de prises non équipés d'obturateur (Prise non alimenté) |  |
| | L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm. | |

6. – Avertissement particulier**Points de contrôle n'ayant pu être vérifiés**

| Domaines | Points de contrôle |
|---|---|
| 2. Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation - Prise de terre | Présence Point à vérifier : Élément constituant la prise de terre approprié Motifs : Contrôle impossible: élément constituant la prise de terre non visible |

Parties du bien (pièces et emplacements) n'ayant pu être visitées et justification :

Néant

7. – Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel

Constatations supplémentaires : Il y aurait lieu de faire réaliser les travaux permettant de supprimer les anomalies relevées en consultant un installateur électricien qualifié dans les meilleurs délais.

Présence d'anciens conducteurs non alimentés le jour de la visite

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert - Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)

Dates de visite et d'établissement de l'état :

Visite effectuée le : **09/09/2024**

Etat rédigé à **L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**, le **09/09/2024**

Par : **ROCHETEAU Baptiste**



SAS AFDIA

Baptiste ROCHETEAU
Responsable Technique



Cachet de l'entreprise



1 ZA Bourgneuf
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE
Siret : 80338549100029 - Code NAF : 7120B

8. – Explications détaillées relatives aux risques encourus

Objectif des dispositions et description des risques encourus

Appareil général de commande et de protection : Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.
Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.

Protection différentielle à l'origine de l'installation : Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique.
Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Prise de terre et installation de mise à la terre : Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.
L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Protection contre les surintensités : Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.
L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.
Son absence prive, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Règles liées aux zones dans les locaux contenant une baignoire ou une douche : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.
Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Matériels électriques présentant des risques de contact direct : Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage : Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives : Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

Piscine privée ou bassin de fontaine : Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

Objectif des dispositions et description des risques encourus

Dispositif(s) différentiel(s) à haute sensibilité protégeant l'ensemble de l'installation électrique

électrique : L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Socles de prise de courant de type à obturateurs : Socles de prise de courant de type à obturateurs : l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.

Socles de prise de courant de type à puits : La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiche mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

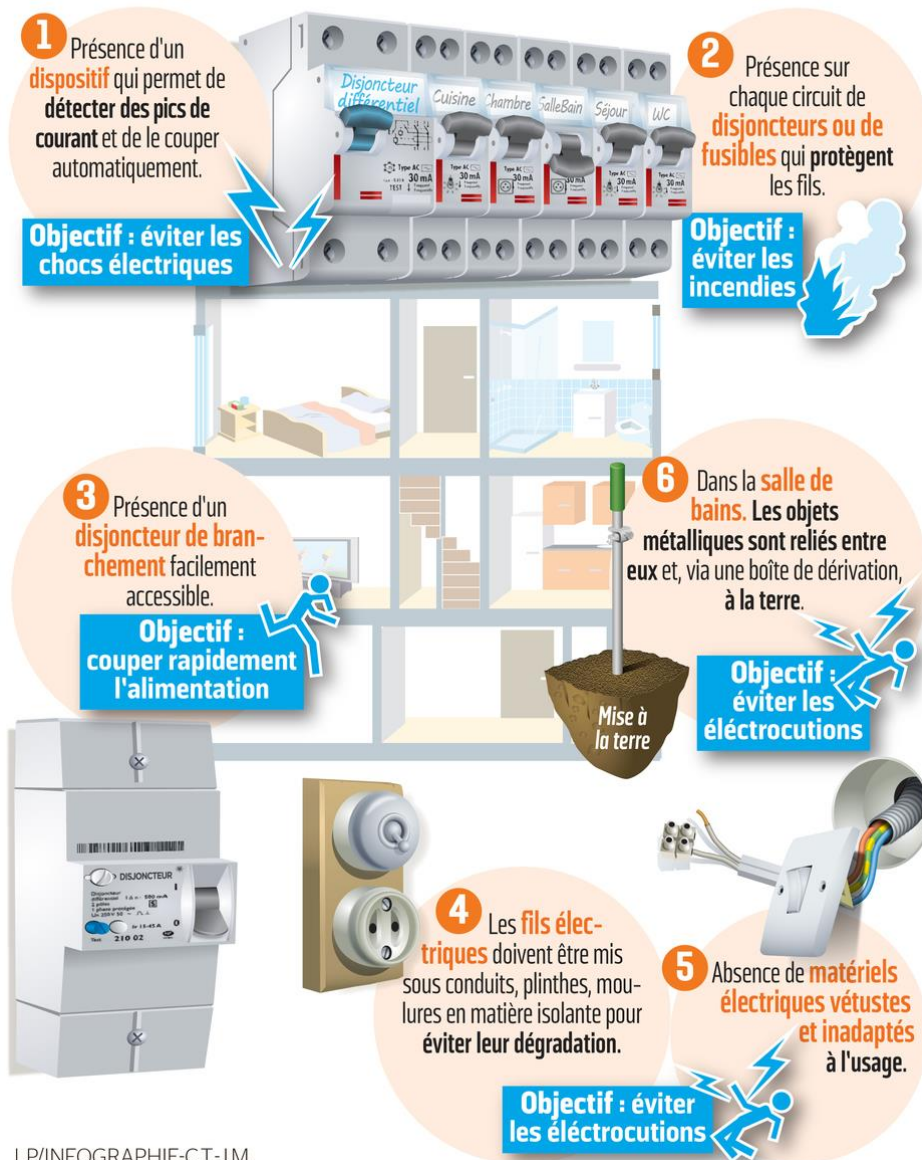
Règles élémentaires de sécurité et d'usage à respecter (liste non exhaustive)

L'électricité constitue un danger invisible, inodore et silencieux et c'est pourquoi il faut être vigilant quant aux risques qu'elle occasionne (incendie, électrisation, électrocution). Restez toujours attentif à votre installation électrique, vérifiez qu'elle soit et reste en bon état.

Pour limiter les risques, il existe des moyens de prévention simples :


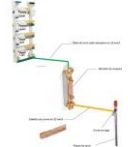

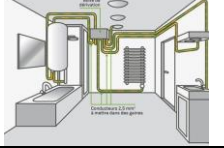
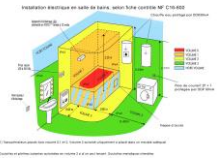



- Ne jamais manipuler une prise ou un fil électrique avec des mains humides
- Ne jamais tirer sur un fil électrique pour le débrancher
- Débrancher un appareil électrique avant de le nettoyer
- Ne jamais toucher les fiches métalliques d'une prise de courant
- Ne jamais manipuler un objet électrique sur un sol humide ou mouillé

Les 6 points de sécurité électrique qui doivent être vérifiés



LP/INFOGRAPHIE-C.T.-J.M.

EXPLICITATIONS DÉTAILLÉES RELATIVES AUX RISQUES ENCOURUS

| | | |
|---|--|---|
| APPAREIL GÉNÉRAL DE COMMANDE ET DE PROTECTION | Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique. Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie, ou d'intervention sur l'installation électrique. |  |
| DISPOSITIF DE PROTECTION DIFFÉRENTIELLE À L'ORIGINE DE L'INSTALLATION | Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. | |
| PRISE DE TERRE ET INSTALLATION DE MISE À LA TERRE | Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte. L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |  |
| DISPOSITIF DE PROTECTION CONTRE LES SURINTENSITÉS | Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits. L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies. |  |
| LIAISON ÉQUIPOTENTIELLE DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE | Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux. Son absence privilégie, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |  |
| CONDITIONS PARTICULIÈRES DANS LES LOCAUX CONTENANT UNE BAIGNOIRE OU UNE DOUCHE | Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé. Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution. |  |
| MATÉRIELS ÉLECTRIQUES PRÉSENTANT DES RISQUES DE CONTACT DIRECT | Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés, etc.) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |  |
| MATÉRIELS ÉLECTRIQUES VÉTUSTES OU INADAPTÉS À L'USAGE | Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage que l'on veut en faire, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution. |  |
| DISPOSITIF(S) DIFFÉRENTIEL(S) À HAUTE SENSIBILITÉ PROTÉGEANT TOUT OU PARTIE DE L'INSTALLATION ÉLECTRIQUE | L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution. |  |
| SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE À OBTURATEURS | L'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ou l'électrisation, voire l'électrocution. | |
| SOCLES DE PRISE DE COURANT DE TYPE À PUIXS (15 MM MINIMUM) | La présence d'un puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation. | |

Attestation sur l'honneur / Certification / Assurance

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n°37049TRILLARD relatif à l'immeuble bâti visité situé au : **61 Rue des sarcelles L'AIGUILLON SUR MER - 85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE.**

Je soussigné, **ROCHETEAU Baptiste**, technicien diagnostiqueur pour la société **AFDIA** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

| Prestations | Nom du diagnostiqueur | Entreprise de certification | N° Certification | Echéance certif |
|-------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------|--|
| Audit Energetique | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | AE-CPDI3378 | 04/12/2024 (Date d'obtention : 05/01/2023) |
| Electricité | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 06/07/2029 (Date d'obtention : 07/07/2022) |
| Plomb | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 14/07/2029 (Date d'obtention : 15/07/2022) |
| DPE | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 15/03/2027 (Date d'obtention : 16/03/2020) |
| Amiante | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 19/10/2027 (Date d'obtention : 20/10/2022) |
| Termites | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |
| Gaz | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |

- Avoir souscrit à une assurance (**AXA n° 10257404804 valable jusqu'au 01/08/2025**) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**, le **09/09/2024**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



SAS AFDIA

Baptiste ROCHETEAU
Responsable Technique

**Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation**

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES

Assurance et Banque



SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

AGENT**EI JAQUET GREGOIRE**

CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE

AV ATLANT VIE

BELLEVILLE SUR VIE

85170 BELLEVIGNY

Tél : 0251410303Email : agence.jaquetgregoire@axa.fr

Portefeuille : 0085169144

Vos références :**Contrat n° 10257404804**

Client n° 3779434304

ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :

SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 10257404804** ayant pris effet le **03/11/2022** et garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

A titre principal :**1. Diagnostics réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :**

- ▮ Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique;
- ▮ L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- ▮ L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (ESRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
- ▮ Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ l'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

ID0562022112

A titre accessoire :**2. Autres Diagnostics****AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

- └ Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante (Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique) ;
- └ Mesurage loi Carrez et Loi Boutin (Art.46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967. Art. 78 de la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009) ;
- └ Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
- └ L'état des installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
- └ Etat des lieux locatifs
- └ Perméabilité à l'air de l'enveloppe NF EN ISO 9972.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RT2012 et réalisation de l'attestation de conformité.

- └ Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'Habitabilité, PTZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
- └ Dossier Technique Global (DTG)
- └ Réalisation d'audit énergétique.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RE2020 et réalisation de l'attestation de conformité.
- └ Contrôle VMC RE 2020 et édition d'un rapport sans préconisation.

3. Autres Activités :

└ DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE "PERMEABILITE A L'AIR" LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

└ **MESURES** AERAIQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, **HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

└ délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/08/2024** au **01/08/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 30/07/2024

Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

| NATURE DES GARANTIES | LIMITES DES GARANTIES | FRANCHISES par sinistre |
|---|--|---|
| Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après) | 9.000.000 € par année d'assurance | |
| Dont : | | |
| • Dommages corporels | 9.000.000 € par année d'assurance | NEANT |
| • Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus | 1.200.000 € par année d'assurance | 380 € |
| • Dommages immatériels non consécutifs | 150.000 € par année d'assurance | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| • Dommages aux biens confiés | 150.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Autres garanties : | | |
| Faute inexcusable (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales) | 2.000.000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre | 380 € |
| Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance | 500.000 € par année d'assurance dont 300.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) : | | |
| Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont : Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale | 1.000.000 € par année d'assurance 100.000 € par année d'assurance | 400 € 400 € |
| Défense (Article 4 des conditions générales) | Inclus dans la garantie mise en jeu | Selon la franchise de la garantie mise en jeu |
| Recours (Article 4 des conditions générales) | 20.000 € par litige | Seuil d'intervention : 380 € |

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



Certificat de compétences Diagnostic Immobilier

N° CPDI3378 Version 012

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur ROCHETEAU Baptiste

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR o6 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

| | |
|-----------------------------|---|
| Amiante avec mention | Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| Amiante sans mention | Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| DPE tous types de bâtiments | Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| DPE individuel | Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| Electricité | Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 07/07/2022 - Date d'expiration : 06/07/2029 |
| Gaz | Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |
| Plomb | Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 15/07/2022 - Date d'expiration : 14/07/2029 |
| Termites | Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/09/2024.

(1) Arrêté du 3er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électricité, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification

(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 26 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



Certification de personnes
Diagnostic Immobilier
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K
35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev19

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti (listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : **37049TRILLARD**
Date du repérage : **09/09/2024**



CONCLUSION

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Références réglementaires

| | |
|-----------------------|--|
| Textes réglementaires | Articles L. 1334-13, R. 1334-20 et 21, R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1 ^{er} juin 2015. |
|-----------------------|--|

Immeuble bâti visité

| | |
|---|---|
| Adresse | Rue :..... 61 Rue des sarcelles L'AIGUILLON SUR MER Code postal, ville : 85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE |
| Type de logement : Fonction principale du bâtiment : Date de construction : | Habitation (maisons individuelles) 1976 |

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

Le propriétaire et le commanditaire

| | |
|-------------------------|--|
| Le(s) propriétaire(s) : | Nom et prénom :... M./Mme TRILLARD Frédéric Adresse :..... 1 La Gaulerie 37160 Neuilly-le-Brignon |
|-------------------------|--|

Le(s) signataire(s)

| | NOM Prénom | Fonction | Organisme certification | Détail de la certification |
|---|---------------------------|-----------------------|---|--|
| Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport | ROCHETEAU Baptiste | Opérateur de repérage | I.Cert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE | Obtention : 20/10/2022 Échéance : 19/10/2027 N° de certification : CPDI3378 |

Raison sociale de l'entreprise : **AFDIA** (Numéro SIRET : **80338549100029**)

Adresse : **1, ZA de Bourgneuf, 85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE**

Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**

Numéro de police et date de validité : **10257404804 - 01/08/2025**

Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : **09/09/2024**, remis au propriétaire le **09/09/2024**

Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses

Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 22 pages, la conclusion est située en page 2.

Sommaire

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
 - 5.0 Identification des matériaux repérés de la liste A et B
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1 Liste A : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré

- de matériaux ou produits de la liste A contenant de l'amiante.

1.1 Liste B : Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il n'a pas été repéré

- de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante.

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

| Localisation | Parties du local | Raison |
|--------------|------------------|--------|
| Néant | - | |

Conditions d'inaccessibilité :

Les éléments cachés (plafonds, murs, sols, ...) par du mobilier, des revêtements de décoration de type synthétique, panneaux, matériaux isolants, cloisons ou tous autres matériaux pouvant masquer des matériaux ou produits contenant de l'amiante, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité.

Les parties d'ouvrage, éléments en amiante inclus dans la structure du bâtiment ainsi que les éléments coffrés ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ni de destruction.

Les prélèvements nécessaires au repérage et entraînant une dégradation des matériaux sont réalisés sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Les prélèvements concernant les matériaux ayant une fonction de sécurité (éléments coupe-feu, clapets, joints, ...) ne sont réalisés que s'ils n'entraînent aucune modification de l'efficacité de leur fonction de sécurité.

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise :..... Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse

Adresse : -

Numéro de l'accréditation Cofrac : -

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la vente de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, certains matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément à la législation en vigueur.

Pour s'exonérer de tout ou partie de sa garantie des vices cachés, le propriétaire vendeur annexe à la promesse de vente ou au contrat de vente le présent rapport.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente de tout ou partie d'un immeuble bâti».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article L 271-4 du code de la construction et de l'habitation prévoit qu' *«en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.»*

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, *«l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code»*.

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini à minima par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

Il est nécessaire d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant. Ce repérage visuel et non destructif ne peut se substituer à un repérage avant réalisation de travaux ou avant démolition.

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

| Composant de la construction | Partie du composant ayant été inspecté (Description) | Sur demande ou sur information |
|------------------------------|--|--------------------------------|
| Néant | - | |

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des pièces visitées

| | |
|---|--|
| Rez de chaussée - Porche, Rez de chaussée - Salle à Manger, Rez de chaussée - Chambre 1, Rez de chaussée - Séjour, Rez de chaussée - Cuisine, Rez de chaussée - Chambre 2, Rez de chaussée - Salle d'eau, Rez de chaussée - Wc, Sous-Sol - Escalier, | Sous-Sol - Débarras, Sous-Sol - Remise, Sous-Sol - Buanderie, Sous-Sol - Cave, Sous-Sol - Garage, Combles - Combles Accès Salle à manger, Combles - Combles Accès Escalier, Bâtiment (s) Annexe (s) - Terrasse, Bâtiment (s) Annexe (s) - Dessous Terrasse, Terrain - Terrain |
|---|--|

| Localisation | Description | Photo |
|---|---|-------|
| Rez de chaussée - Porche | Sol Substrat : Béton Revêtement : Carrelage ; Mur Substrat : Ciment Revêtement : Enduit ; Plafond Substrat : Charpente : Pannes, Volige : Bois | |
| Rez de chaussée - Chambre 1 | Sol Substrat : Béton Revêtement : Parquet ; Mur Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Papier peint, Peinture ; Plafond Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture | |
| Rez de chaussée - Cuisine | Sol Substrat : Béton Revêtement : Carrelage ; Mur Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture, Faïence ; Plafond Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture | |
| Rez de chaussée - Chambre 2 | Sol Substrat : Béton Revêtement : Parquet flottant ; Mur Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture ; Plafond Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture | |
| Rez de chaussée - Salle d'eau | Sol Substrat : Béton Revêtement : Carrelage ; Mur Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Faïence ; Plafond Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture | |
| Rez de chaussée - Salle à Manger | Sol Substrat : Béton Revêtement : Carrelage ; Mur Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Papier peint, Peinture ; Plafond Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture | |
| Rez de chaussée - Séjour | Sol Substrat : Béton Revêtement : Parquet flottant ; Mur Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Parment ; Mur Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Papier peint, Peinture ; Plafond Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture | |

| Localisation | Description | Photo |
|--|--|-------|
| Rez de chaussée - Wc | Sol Substrat : Béton Revêtement : Carrelage ; Mur Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Papier peint, Faïence ; Plafond Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture | |
| Sous-Sol - Escalier | Sol Substrat : Béton ; Mur Substrat : Plâtre et/ou Plaques de plâtre Revêtement : Peinture ; Plafond Substrat : Lambris Bois Revêtement : Peinture | |
| Sous-Sol - Débarras | Sol Substrat : Béton ; Mur Substrat : Ciment Revêtement : Peinture ; Mur Substrat : Bois Revêtement : Peinture ; Plafond Substrat : Hourdis Béton Revêtement : Polystyrène | |
| Sous-Sol - Remise | Sol Substrat : Béton ; Mur Substrat : Ciment Revêtement : Peinture ; Plafond Substrat : Hourdis Béton Revêtement : Polystyrène | |
| Sous-Sol - Buanderie | Sol Substrat : Béton ; Mur Substrat : Ciment Revêtement : Peinture ; Plafond Substrat : Hourdis Béton Revêtement : Polystyrène | |
| Sous-Sol - Cave | Sol Substrat : Béton ; Mur Substrat : Ciment Revêtement : Polystyrène ; Plafond Substrat : Hourdis Béton Revêtement : Polystyrène | |
| Sous-Sol - Garage | Sol Substrat : Béton ; Mur Substrat : Ciment Revêtement : Peinture ; Plafond Substrat : Hourdis Béton Revêtement : Polystyrène | |
| Bâtiment (s) Annexe (s) - Dessous Terrasse | Sol Substrat : Terre battue ; Mur Substrat : Parpaings ; Plafond Substrat : Béton | |
| Bâtiment (s) Annexe (s) - Terrasse | Sol Substrat : Béton Revêtement : Carrelage ; Mur Substrat : Parpaings Revêtement : Enduit | |
| Terrain - Terrain | Sol Substrat : Arbres, Souches, Piquets et tous matériaux cellulosiques. | |
| Combles - Combles Accès Salle à manger | Sol Substrat : Solivage sous isolation ; Mur Substrat : Parpaings ; Plafond Substrat : Charpente : Pannes, Volige : Bois | |
| Combles - Combles Accès Escalier | Sol Substrat : Solivage sous isolation ; Mur Substrat : Parpaings ; Plafond Substrat : Charpente : Pannes, Volige : Bois | |

3.3 Liste des matériaux A et B faisant partie du repérage

| Liste A | |
|---|--|
| Composant de la construction | Partie du composant à vérifier ou à sonder |
| Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds | Flocages |
| | Calorifugeages |
| | Faux plafonds |

| Liste B | |
|--|--|
| Composant de la construction | Partie du composant à vérifier ou à sonder |
| 1. Parois verticales intérieures | |
| Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs) | Enduits projetés |
| | Revêtement dur (plaques de menuiseries) |
| | Revêtement dur (amiante-ciment) |
| | Entourages de poteaux (carton) |
| | Entourages de poteaux (amiante-ciment) |
| | Entourages de poteaux (matériau sandwich) |
| | Entourages de poteaux (carton+plâtre) |
| | Coffrage perdu |
| Cloisons (légères et préfabriquées), Gains et Coffres verticaux | Enduits projetés |
| | Panneaux de cloisons |
| 2. Planchers et plafonds | |
| Plafonds, Poutres et Charpentes, Gains et Coffres Horizontaux | Enduits projetés |
| | Panneaux collés ou vissés |
| Planchers | Dalles de sol |
| 3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs | |
| Conduits de fluides (air, eau, autres fluides) | Conduits |
| | Enveloppes de calorifuges |
| Clapets / volets coupe-feu | Clapets coupe-feu |
| | Volets coupe-feu |
| | Rebouchage |
| Portes coupe-feu | Joints (tresses) |
| | Joints (bandes) |
| Vide-ordures | Conduits |
| 4. Eléments extérieurs | |
| Toitures | Plaques (composites) |
| | Plaques (fibres-ciment) |
| | Ardoises (composites) |
| | Ardoises (fibres-ciment) |
| | Accessoires de couvertures (composites) |
| | Accessoires de couvertures (fibres-ciment) |
| | Bardeaux bitumineux |
| Bardages et façades légères | Plaques (composites) |
| | Plaques (fibres-ciment) |
| | Ardoises (composites) |
| | Ardoises (fibres-ciment) |
| | Panneaux (composites) |
| | Panneaux (fibres-ciment) |
| Conduits en toiture et façade | Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment |
| | Conduites d'eaux usées en amiante-ciment |
| | Conduits de fumée en amiante-ciment |

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

| Documents demandés | Documents remis |
|---|-----------------|
| Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés | Non |
| Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place | Non |
| Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité | Non |

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 27/08/2024

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 09/09/2024

Heure d'arrivée : 13 h 00

Durée du repérage : 03 h 00

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Sans accompagnateur

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions des arrêtés.

| Observations | Oui | Non | Sans Objet |
|--|-----|-----|---------------|
| Plan de prévention réalisé avant intervention sur site | - | X | - |
| Vide sanitaire accessible | | | X |
| Combles ou toiture accessibles et visitables | X | | |

4.4 Plan et procédures de prélèvements

Aucun prélèvement n'a été réalisé.

5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

| Localisation | Identifiant + Description | Conclusion (justification) | Etat de conservation** et préconisations* | Photo |
|--------------|---------------------------|-----------------------------|---|-------|
| Néant | - | | | |

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport

** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

| Localisation | Identifiant + Description | Photo |
|--------------|---------------------------|-------|
| Néant | - | |

5.3 Liste des matériaux ou produits (liste A et B) ne contenant pas d'amiante sur justificatif

| Localisation | Identifiant + Description | Photo |
|--------------|---------------------------|-------|
| Néant | - | |

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)

Fait à L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE, le 09/09/2024

Par : ROCHETEAU Baptiste



SAS AFDIA
Baptiste ROCHETEAU
Responsable Technique



Cachet de l'entreprise



1 ZA Bourgneuf
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE
Siret : 80338549100029 - Code NAF : 7120B

ANNEXES**Au rapport de mission de repérage n° 37049TRILLARD****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

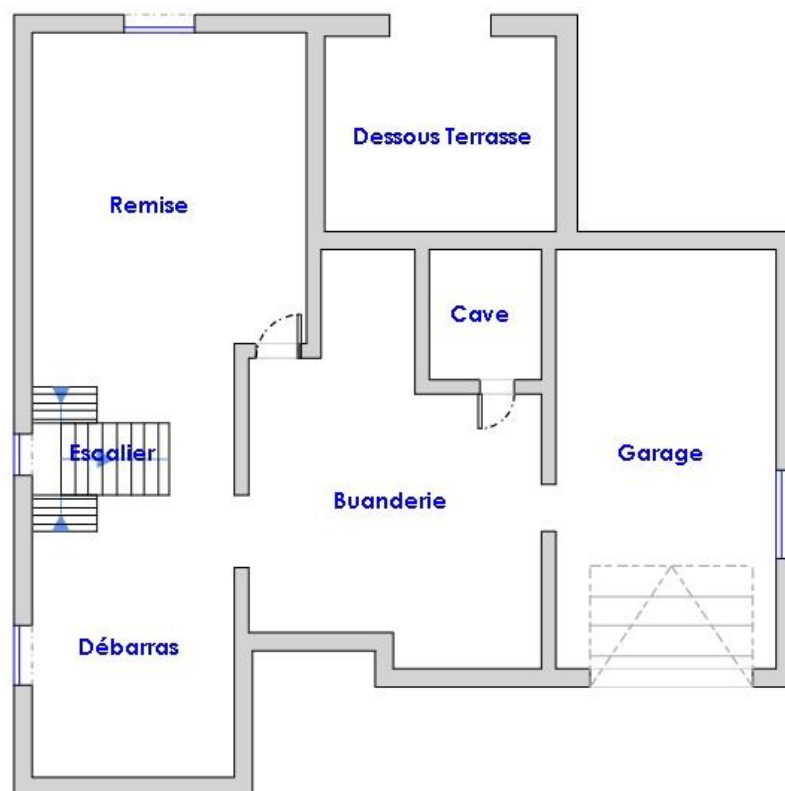
Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

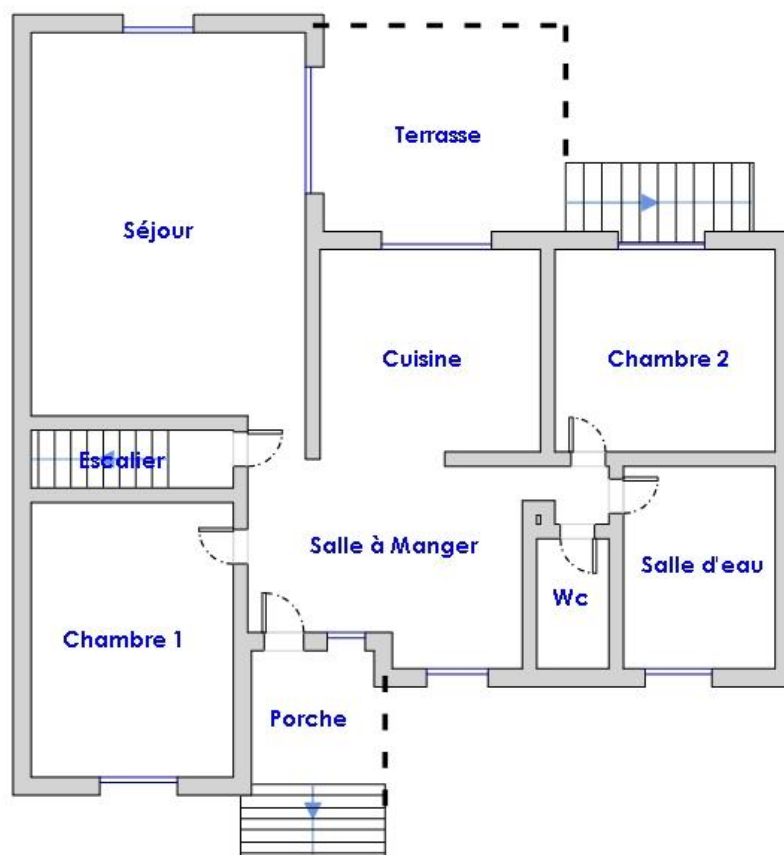
Sommaire des annexes**7 Annexes**

- 7.1 Schéma de repérage**
- 7.2 Rapports d'essais**
- 7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante**
- 7.4 Conséquences réglementaires et recommandations**
- 7.5 Documents annexés au présent rapport**

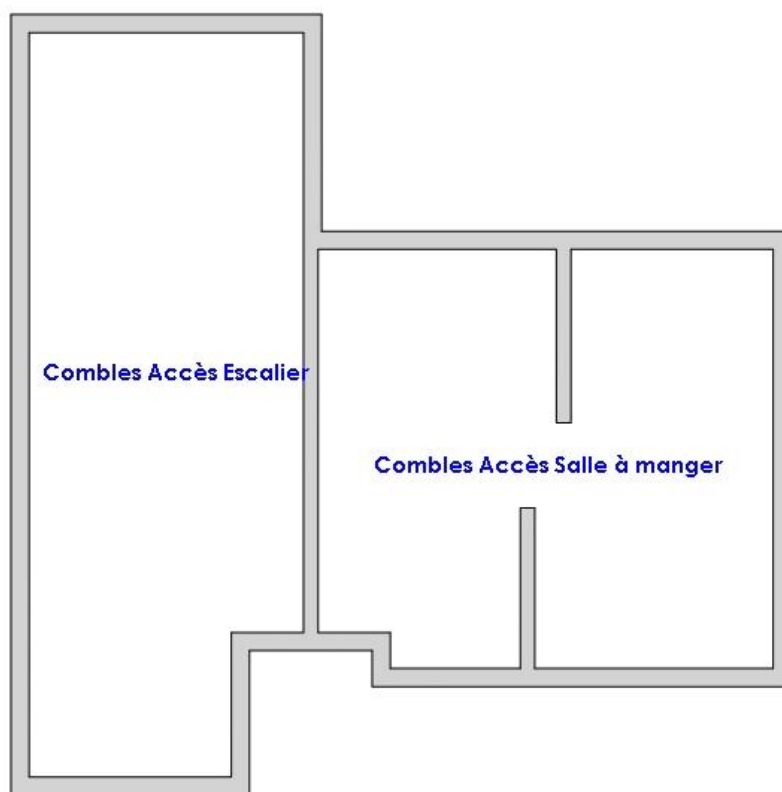
7.1 - Annexe - Schéma de repérage



Sous-sol



Rez-de-chaussée



Combles

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

| Identifiant et prélèvement | Localisation | Composant de la construction | Parties du composant | Description | Photo |
|----------------------------|--------------|------------------------------|----------------------|-------------|-------|
| - | - | - | - | - | |

Copie des rapports d'essais :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

| Fort | Moyen | Faible |
|--|---|---|
| 1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante. | 1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux). | 1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante. |

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

| Fort | Moyen | Faible |
|---|---|---|
| L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...). | L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives. |

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

| Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation | Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation | Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation |
|---|--|---|
| L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. | L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau. |

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conservation et transmission de ce rapport (Article 11 de l'arrêté du 16 juillet 2019)

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

7.5 - Annexe - Autres documents

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible

Attestation sur l'honneur / Certification / Assurance

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n°37049TRILLARD relatif à l'immeuble bâti visité situé au : **61 Rue des sarcelles L'AIGUILLON SUR MER - 85460 L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE.**

Je soussigné, **ROCHETEAU Baptiste**, technicien diagnostiqueur pour la société **AFDIA** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

| Prestations | Nom du diagnostiqueur | Entreprise de certification | N° Certification | Echéance certif |
|-------------------|-----------------------|-----------------------------|------------------|--|
| Audit Energetique | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | AE-CPDI3378 | 04/12/2024 (Date d'obtention : 05/01/2023) |
| Electricité | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 06/07/2029 (Date d'obtention : 07/07/2022) |
| Plomb | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 14/07/2029 (Date d'obtention : 15/07/2022) |
| DPE | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 15/03/2027 (Date d'obtention : 16/03/2020) |
| Amiante | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 19/10/2027 (Date d'obtention : 20/10/2022) |
| Termites | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |
| Gaz | ROCHETEAU Baptiste | I.Cert | CPDI3378 | 29/06/2029 (Date d'obtention : 30/06/2022) |

- Avoir souscrit à une assurance (**AXA n° 10257404804 valable jusqu'au 01/08/2025**) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **L'AIGUILLON-LA-PRESQU'ÎLE**, le **09/09/2024**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



SAS AFDIA

Baptiste ROCHETEAU
Responsable Technique


Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES

Assurance et Banque



SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

AGENT

EI JAQUET GREGOIRE
CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE
AV ATLANT VIE
BELLEVILLE SUR VIE
85170 BELLEVIGNY
Tél : 0251410303
Email : agence.jaquetgregoire@axa.fr
Portefeuille : 0085169144

Vos références :

Contrat n° 10257404804
Client n° 3779434304

ATTESTATION

AXA France IARD, atteste que :

**SAS AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 10257404804** ayant pris effet le **03/11/2022** et garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

A titre principal :

1. Diagnostics réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :

- ▮ Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique;
- ▮ L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- ▮ L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- ▮ L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (ESRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
- ▮ Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation;
- ▮ L'information sur la présence d'un risque de mэрule prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

A titre accessoire :

2. Autres Diagnostics

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261 - C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

1D05162021122

- └ Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante (Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique) ;
- └ Mesurage loi Carrez et Loi Boutin (Art.46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967. Art. 78 de la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009) ;
- └ Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
- └ L'état des installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
- └ Etat des lieux locaux
- └ Perméabilité à l'air de l'enveloppe NF EN ISO 9972.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RT2012 et réalisation de l'attestation de conformité.
- └ Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'Habitabilité, PTZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
- └ Dossier Technique Global (DTG)
- └ Réalisation d'audit énergétique.
- └ Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RE2020 et réalisation de l'attestation de conformité.
- └ Contrôle VMC RE 2020 et édition d'un rapport sans préconisation.

3. Autres Activités :

└ DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE "PERMEABILITE A L'AIR" LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

└ **MESURES AERAIQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

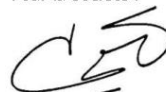
└ délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/08/2024** au **01/08/2025** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 30/07/2024

Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

| NATURE DES GARANTIES | LIMITES DES GARANTIES | FRANCHISES par sinistre |
|---|--|---|
| Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après) | 9.000.000 € par année d'assurance | |
| Dont : | | |
| • Dommages corporels | 9.000.000 € par année d'assurance | NEANT |
| • Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus | 1.200.000 € par année d'assurance | 380 € |
| • Dommages immatériels non consécutifs | 150.000 € par année d'assurance | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| • Dommages aux biens confiés | 150.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Autres garanties : | | |
| Faute inexcusable (dommages corporels) (Article 3.1 des conditions générales) | 2.000.000 € par année d'assurance dont 1.000.000 € par sinistre | 380 € |
| Tous dommages relevant d'une obligation d'assurance | 500.000 € par année d'assurance dont 300.000 € par sinistre | 10 % Mini : 400 € Maxi : 2.500 € |
| Les risques environnementaux (Article 3.4 des conditions générales) : | | |
| Atteinte à l'environnement accidentelle tous dommages confondus dont : Le préjudice écologique (y compris les frais de prévention) et responsabilité environnementale | 1.000.000 € par année d'assurance 100.000 € par année d'assurance | 400 € 400 € |
| Défense (Article 4 des conditions générales) | Inclus dans la garantie mise en jeu | Selon la franchise de la garantie mise en jeu |
| Recours (Article 4 des conditions générales) | 20.000 € par litige | Seuil d'intervention : 380 € |

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/2



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI3378 Version 012

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur ROCHETEAU Baptiste

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR o6 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

| | |
|-----------------------------|---|
| Amiante avec mention | Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| Amiante sans mention | Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 20/10/2020 - Date d'expiration : 19/10/2027 |
| DPE tous types de bâtiments | Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| DPE individuel | Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 16/03/2020 - Date d'expiration : 15/03/2027 |
| Electricité | Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 07/07/2022 - Date d'expiration : 06/07/2029 |
| Gaz | Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |
| Plomb | Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (1) Date d'effet : 15/07/2022 - Date d'expiration : 14/07/2029 |
| Termites | Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine (1) Date d'effet : 30/06/2022 - Date d'expiration : 29/06/2029 |

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/09/2024.

Etienne Lamy

(1) Arrêté du 1er juillet 2024 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans les domaines du diagnostic amiante, électrique, gaz, plomb et termites, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification

(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 26 décembre 2021 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K
35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0522
PORTÉE
CERTIFICATION DISPONIBLE SUR
DE PERSONNES WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev19